

By

EWAG.

OCTOBRE 2025 N° 113

ILLETTRISME

Des solutions concrètes
et adaptées

INDUSTRIE

Un patrimoine collectif
à défendre

FRANCE 2030

À la rencontre
de 6 lauréats

DOSSIER
URBANISME
ET CLIMAT
NOUVELLE GÉNÉRATION,
NOUVELLES NORMES

MOBILISONS-NOUS
AUX CÔTÉS DES
ACTEURS
DE LA SANTÉ

Que

404

Page Not Found



pour les pros

Votre vie de pro mérite Orange Pro.

Avec la solution 5G Work, profitez depuis votre bureau du Très Haut Débit en illimité sur le réseau 5G d'Orange.



Découvrez toutes nos solutions Pros

Flybox 5G+ nécessaire (location incluse). Réservée aux particuliers pour toutes nouvelles souscriptions. Connexion accessible exclusivement au domicile du client aux Antilles-Guyane sous couverture 5G. Débit maximum théoriques de connexion aux Antilles françaises : jusqu'à 2,6 Gbit/s en réception et jusqu'à 140 Mbit/s en émission en zones couvertes en 3,5GHZ. Disponible uniquement dans les zones couvertes en 5G (déploiement en cours). Offre non compatible Open. Perte de la remise en cas de changement d'offre. Sous réserve d'éligibilité et de compatibilité technique sur réseaux compatibles. Détails et conditions sur orangecaraibe.com, 10/25 © Orange S.A au capital de 10 640 226 396 € Siège Social : 111, quai du Président Roosevelt 92130 Issy les Moulineaux 380 129 866 RCS Nanterre.



Pro

Le poids des images

Exposés au Quai Branly dans le cadre de l'exposition *Amazônia. Créations et futurs autochtones*, les collages de Denilson Baniwa entrecroisent photographies anthropologiques et culture populaire, interrogeant ainsi le rôle des images passées dans la construction de nos représentations actuelles.

La primatologue Jane Goodall en savait quelque chose : « J'ai fini par accepter le fait qu'il y avait deux Jane : celle qui vous parle et l'icône qui a été créée », admettait-elle. Jane Goodall éminente scientifique britannique... Jane Goodall éternelle jeune femme blonde, seule au milieu des primates. Scientifique et militante, Jane Goodall s'en est allée en faisant de la protection de notre habitat et de sa biodiversité la bataille d'une vie.

À l'approche de la COP30, c'est l'engagement d'une génération de professionnels de l'habitat que nous avons souhaité mettre en lumière dans notre dossier, où, là aussi, les modèles hérités du passé se heurtent aux enjeux contemporains, avec l'impérieuse nécessité de réapprendre à construire dans un contexte donné. Ici, on se projette, on façonne de nouveaux modèles, on reconstruit l'existant, on reprend le pouvoir.

Et si l'*empowerment* était une couleur, ce serait certainement le rose, qui habille toutes les couvertures de nos éditions d'octobre, symbole de l'engagement d'EWAG dans la lutte contre le cancer du sein. Encore une image pour changer le monde...

Mathieu Rached et Floriane Jean-Gilles
Rédacteurs en chef
Guadeloupe Martinique Guyane

édito

Les magazines **KaruMag**, **GuyaMag**, **MadInMag** et **SoualiMag** sont édités par le groupe EWAG.

Consultez tous nos magazines sur www.ewag.fr
Pour nous envoyer un mail : prenomnom@ewag.fr

Directeur de publication
Laurent Nesty

Directrice de la diffusion
Audrey Barty (0696 28 84 79)

Directrice de la stratégie commerciale
Aurélie Bancet (0690 37 54 82)

Directeur du développement
Luciano Sainte-Rose (0696 07 62 64)

Directeur Guyane
Mathieu Delmer (0694 26 55 61)

RÉDACTION
Rédacteurs en chef
Mathieu Rached – Floriane Jean-Gilles

Coordination
Amandine Sauvage (0690 68 34 49)

Rédacteurs
Sarah Balay – Sandrine Chopot
Laetitia Juraver – Axelle Dorville
Caroline Babin – Colette Coursaget

Secrétaire de rédaction
Chantal Bigay

Photographes
Jean-Albert Coopmann – Lou Denim
Stéphane Jurnet – Aïlocha
Christophe Fidole

Design graphique
Gwénaél Tilly (0690 65 23 97)
Jessica Schwaller (0696 74 00 22)

AGENCES
Martinique
Émilie Valérius (0696 81 60 43)
Luciano Sainte-Rose (0696 07 62 64)

Guadeloupe
Audrey Béral (0690 27 82 22)
Aurélie Bancet (0690 37 54 82)
Angela Fontana (0691 24 28 92)
Marie Prat (0690 56 72 84)

Assistante commerciale
Christiana Fidelin (0691 28 12 40)

Guyane
Mathieu Delmer (0694 26 55 61)

DIFFUSION
Brand content manager
Anouck Talban

Cheffe de projet contenu & social media manager
Léo Vignocan (0696 28 75 26)

VIDÉO
JRI
Alice Colmerauer (0690 30 84 30)
Sariatha Boulard (0696 28 84 87)

DISTRIBUTION
Guyamag : lguanacom (0694 26 55 61)
Karumag : BD Locations (0690 80 15 99)
Madinmag : M.C.P. (0696 78 36 58)

© EWAG - La reproduction, même partielle, des articles et illustrations publiés dans ce magazine est interdite. EWAG décline toute responsabilité pour les documents remis.

Ce magazine est imprimé aux Antilles-Guyane, Imprimeur certifié PEFC, sur papier issu de forêts gérées durablement. Ouvrage imprimé à 100% avec des encres respectueuses de l'environnement et conforme à la norme imprim'vert.



EWAG GUADELOUPE - SIÈGE
Rue H.Becquerel - BP2174-
97195 Jarry Cedex
0590 41 91 33

EWAG GUYANE
5 Chemin Grant
Lotissement Montjoyeux
97300 Cayenne
0694 26 55 61

EWAG MARTINIQUE
Immeuble Périé Médical, 22 Rue Ernest
Hemingway, ZAC Etang Z'abricot,
97200 Fort-de-France
0596 30 14 14

Ils et elles ont contribué à ce numéro



Audrey Béral
Déléguée générale bonflon



Luciano Sainte-Rose
Directeur du développement



Sarah Balay
Journaliste

ASSURANCES



D'ASSURANCES À VOS CÔTÉS

C'EST PLUS QUE DE LA COUVERTURE...

C'EST DE L'ENGAGEMENT !



**MARTINIQUE
GUYANE**

Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Martinique-Guyane société coopérative à capital variable agréée en tant qu'établissement de crédit, Société dont le siège social est situé 21 rue Case Nègres - Place d'Armes - 97232 Le LAMENTIN - RCS Fort de France D 313 976 383 - code APE 6419Z. Société de courtage d'assurances immatriculée au registre des intermédiaires en assurance sous le n° ORIAS 07 024 140 Garantie financière et assurance de responsabilité civile professionnelle conformes aux articles L 512-6 et L 512-7 du Code des Assurances www.ca-martinique-guyane.fr Téléphone 0596 66 59 39 - Télécopie 0596 51 51 37. ADEME (Filière papier graphique) : 568249 : FR341730_01WLZN



À LA UNE

8/ ARS. « L'action des associations de terrain est exemplaire »

TERRITOIRES

- 14/ Illettrisme : actions choc dans les territoires
- 16/ Image du mois
- 18/ En chiffres
- 20/ Brèves
- 22/ OTI Sud Martinique. Cap sur la transat café l'Or
- 24/ UDE-MEDEF et la Fédération des entreprises d'Outre-mer. « C'est le combat de tous »
- 26/ France 2030. Terre d'innovation et de créativité
- 28/ ARS. Un soutien indispensable
- 30/ France TV. La politique pour tous!

34/ "Que cherchez-vous ?" Quand l'expérience fait compétence

ENTREPRISES

- 36/ Carrière d'Ultramarin. Madame la présidente
- 38/ Digicel Business. La connectivité, levier de compétitivité
- 40/ Martinique Digitale. Développement économique au service des entreprises

DOSSIER

- // Urbanisme nouvelle génération, nouvelles normes
- 42/ Dossier de la rédaction
- 56/ AMPI. Industrie : l'heure de la mobilisation
- 58/ SEMAG. Une expansion au service des territoires

EXPERTISE

- 60/ Bonfilon.info. Ça chiffre : l'emploi local en 2025
- 62/ Centre de gestion de la Fonction publique territoriale de Martinique. Préparer 2030
- 64/ Gestion Succession Antilles. Réussir sa succession !
- 68/ Workation, le travail en mode vacances
- 70/ 5 choses à savoir sur le CDI intérimaire

LIFESTYLE

- 72/ De l'art de raconter des histoires
- 74/ Instant déco
- 76/ Tropiques Atrium. Lespri Sinéma
- 78/ 45 minutes (ou presque) pour mieux comprendre... la « loi Duplomb » ?
- 80/ Ewag buzz : ce qu'il ne fallait pas louper

sommaire

« L'ACTION DES ASSOCIATIONS DE TERRAIN EST EXEMPLAIRE »



Chaque année, pour Octobre Rose, institutions, professionnels de santé et associations se mobilisent pour interpeller, encourager au dépistage et redonner espoir face au cancer du sein. Yves Servant, directeur général de l'ARS Martinique, dresse un panorama de la situation et des effets de ces engagements auprès de la population.

Texte Mathieu Rached - Photo Jean-Albert Coopmann

En tant qu'autorité de santé publique, comment l'ARS Martinique intègre-t-elle Octobre Rose dans sa stratégie globale de lutte contre les cancers ?

Yves Servant : Octobre Rose constitue chaque année un temps fort de mobilisation nationale et territoriale autour de la prévention et du dépistage du cancer du sein. En tant qu'Agence Régionale de Santé, nous avons la responsabilité de porter cette dynamique en Martinique, aux côtés de partenaires essentiels tels que la CGSS, l'URML et la Ligue contre le cancer. Cette campagne s'inscrit pleinement dans notre stratégie globale de lutte contre les cancers, avec un objectif double : d'une part, renforcer la participation au dépistage organisé pour les femmes âgées de 50 à 74 ans, et d'autre part, garantir une prise en charge équitable, coordonnée et de qualité pour toutes les femmes concernées. Au-delà de la sensibilisation, Octobre Rose est aussi l'occasion de rappeler que

le dépistage précoce sauve des vies, et que chaque femme doit pouvoir y accéder, quel que soit son lieu de vie ou sa situation sociale.

Au vu des dernières données disponibles sur l'incidence et la mortalité du cancer du sein en Martinique, comment nous situons-nous ? La situation s'améliore-t-elle ?

Les données épidémiologiques sont sans appel : chaque année, près de 260 femmes sont diagnostiquées d'un cancer du sein en Martinique, et nous déplorons une soixantaine de décès. En 2024, le taux de couverture du dépistage organisé atteint 42,2 %, un chiffre encore inférieur à la moyenne nationale. Cette réalité nous oblige à intensifier nos actions, en particulier auprès des publics les plus éloignés du système de soins. L'urgence est là, et notre mobilisation doit être à la hauteur des enjeux avec en ligne de mire la réduction des inégalités territoriales d'accès aux soins.

En matière de lutte contre le cancer, quel que soit le territoire, les inégalités sociales et territoriales sont un enjeu majeur. Quelles mesures sont développées pour réduire ces inégalités dans l'accès au dépistage et aux soins ?

Pour répondre à ces défis, nous avons déployé des dispositifs concrets et structurants. La Maison du Parcours, inaugurée en 2024, incarne cette volonté : elle propose un accompagnement pluridisciplinaire en un lieu unique, facilitant l'accès aux soins, aux droits et aux soutiens nécessaires. Nous avons également renforcé l'offre de soins en oncologie avec l'ouverture d'Oncofanm à la MFME. D'autres sites verront le jour en 2026 au CHUM, à Mangot Vulcin et PZQ, pour élargir la prise en charge à d'autres pathologies comme l'urologie, le thoracique ou le digestif. Ces avancées traduisent notre engagement à garantir à chaque patiente un parcours fluide, humain et adapté aux réalités du territoire.

Chaque année, la manifestation est très attendue et médiatisée, néanmoins comment mesurez-vous l'efficacité des actions menées pendant Octobre Rose ?

L'impact d'Octobre Rose ne se limite pas aux chiffres de participation : il se mesure aussi à la qualité du lien tissé avec les usagers, à la confiance instaurée et à la capacité d'accompagnement. Notre ambition est de prolonger cette dynamique bien au-delà du mois d'octobre, en inscrivant le dépistage comme un réflexe durable de santé publique. Cette mobilisation ne serait pas possible sans l'engagement remarquable des associations de terrain, qui œuvrent pour rompre l'isolement, faciliter les démarches, accompagnent les patientes dans toutes les dimensions de leur parcours avec humanité et constance. À ce titre, je tiens à saluer et rendre hommage à celles qui œuvrent chaque jour : Amazones, Cœur d'Oya, Ma Tété, Sein'gulière... Leur action est essentielle et exemplaire.

Si vous deviez énoncer un seul message pour convaincre une Martiniquaise hésitante de participer au dépistage, quel serait-il ?

À toutes les Martiniquaises qui hésitent encore, je souhaite adresser un message clair : le dépistage du cancer du sein est un droit fondamental, un geste de santé publique accessible à toutes, et surtout une démarche qui peut sauver des vies. C'est un acte de responsabilité, de solidarité et de confiance en l'avenir. Le cancer du sein, lorsqu'il est détecté précocement, peut être guéri dans plus de 90 % des cas. C'est précisément là que réside l'enjeu du dépistage : permettre à chacune de bénéficier d'une prise en charge rapide, efficace et humaine.

Journées de l'Après-cancer

Repenser la vie après la maladie



Les 2 et 3 octobre 2025, le CHU de Martinique, la Plateforme régionale d'Oncologie et l'ARS ont réuni plus de 300 participants à l'Hôtel Simon pour les premières Journées de l'après-cancer. Consacrées aux cancers féminins, ces rencontres ont permis de dresser un bilan des avancées thérapeutiques et de mettre en lumière les enjeux de la reconstruction après un cancer du sein, le plus fréquent en Martinique. Au cœur des échanges : des conférences scientifiques, des témoignages poignants de patientes et des ateliers participatifs. Les professionnels ont souligné l'importance d'un suivi post-thérapeutique personnalisé, tandis que les associations ont insisté sur la nécessité d'un accompagnement psychologique et social renforcé. Parmi les annonces fortes, la création d'un réseau local de soutien pour les femmes en rémission et le lancement d'un programme de recherche sur les séquelles à long terme.

ars
Agence Régionale de Santé
Martinique

AMAZONES

« Soigner aussi l'invisible »

Imaginée en 2017 par Alexandra Harnais, l'association a grandi, jusqu'à devenir un acteur incontournable du parcours de soins des cancers au féminin en Martinique. Organisée en fédération, Amazones a également ouvert une antenne en Guadeloupe, en Guyane, à Tahiti, Réunion et à Paris où 5 appartements de l'association sont accessibles pour des femmes qui devraient suivre des soins dans la capitale. En Martinique, le Nid Gabrielle est un lieu qui sert de centre de gravité à l'association pour informer, accompagner et améliorer les conditions de vie des femmes atteintes par un cancer.



Myriam Torres,
secrétaire générale

Accueillir toutes les femmes

« On ne doit pas hésiter à passer la porte », invite avec douceur la secrétaire générale adjointe, Myriam Torres. Atteinte d'un « petit cancer », elle-même a attendu deux mois avant de se rendre au 46 rue Léona Gabrielle à Dillon. « On se dit parfois que ça va aller, que ce n'est pas nécessaire, mais en réalité on ne peut pas s'imaginer l'effet que ça va produire de rencontrer de nouvelles femmes, qui ont traversé cette épreuve, de créer un nouveau cercle, de parler différemment de soi, de ce qu'on vit et de ce qu'on surmonte. »

Comme pour Myriam Torres, l'association accueille tout au long de l'année les femmes en situation de soins ou après cancer, pour les aider, les entourer d'affection, pouvoir les intégrer dans des soins de confort. Pour ce faire, l'association ne prend pas la question à la légère, on retrouve de la balnéothérapie, du Pilate, du Qigong, de la gym douce, mais aussi tout un ensemble de soins de support concernant l'apparence, la féminité, le bien-être mental... « Une socioesthéticienne aide les femmes à retrouver leur féminité dans la beauté, le maquillage, une autre intervenante conduit des séances d'EFT (Emotional Freedom Technique), une autre se concentre sur la nutrition et la diététique, avec des ateliers cuisine. »

La sororité en marche

En ouvrant ses portes à un large panel d'accompagnement, Amazones réussit à se rendre incontournable. « Toutes les femmes qui se présentent sont accueillies, écoutées surtout, et elles sont invitées à venir, revenir, etc., explique Myriam Torres. Petit à petit, une cohésion se fait. On a des affinités plus ou moins avec les unes des autres, mais ça nous permet de nous rencontrer entre femmes qui ont les mêmes problématiques et parler de nos souffrances, de nos bobos ».

En quelques années, la dynamique Amazones est devenue indissociable de l'offre de soins en Martinique, l'association entretient des relations suivies avec des professionnels de santé pour l'amélioration constante de l'expérience des patientes. Elle rayonne jusque dans les communes avec Lanmou à domicile des professionnels de l'association qui vont au domicile des Amazones isolées ou à travers le dispositif O pli pré, elle recrée des ateliers un peu partout sur le territoire au contact des femmes qui ont été touchées et soignées pour un cancer. Demain, elle espère pérenniser un circuit de distribution de panier solidaire By Amazones, pour les femmes suivies par l'association qui rencontrent des difficultés pour s'alimenter sainement pendant et après la période soins. Une sororité à bas bruit qui relie le maximum d'acteurs et influence la vie des femmes qui ont été atteintes d'un cancer.

Le Nid Gabrielle
+ 596 696 86 1123
@amazones_martinique

SEIN'GULIÈRE

L'asso sentinelle

Il y a 10 ans dans le cadre d'Octobre Rose, Emmanuelle Fostan, présidente de l'association Sein'gulière, avait organisé une exposition photo consacrée à la mastectomie. « Une première du genre », se rappelle la fondatrice de l'association, dans un contexte où l'ablation du sein était taboue. Cette exposition a marqué les esprits et elle nous a permis de rencontrer une population en attente de nombreuses réponses concernant la maladie, en termes de prévention mais surtout de l'après-cancer. « Des hommes notamment, se rappelle-t-elle, nous révélaient qu'ils ne s'entendaient plus avec leur compagne malade, qu'elle ne voulait pas montrer son corps... Avec l'exposition, ils ont compris la difficulté que peut rencontrer une femme à montrer son corps suite à une ablation, dans un contexte où la reconstruction avec des prothèses mammaires n'était pas encore dans les habitudes des Martiniquaises ».

La relation de proximité

Aujourd'hui l'association Sein'gulière fait toujours le lien entre les malades et leur famille. Le rôle premier de l'association consiste à développer la relation de proximité c'est-à-dire accompagner une femme qui a appris qu'elle était malade et qui se trouve démunie pour l'annoncer à sa famille, pour partager ses angoisses et ses questions. « Vous savez, quand j'ai appris à 36 ans que j'avais un cancer du sein, quand je suis rentrée chez moi, j'ai voulu montrer comment tout marchait dans la maison aux enfants pour qu'ils puissent faire sans moi. On ne sait pas comment réagir, l'association permet de marquer un temps, d'envisager avec d'autres femmes, qui ont connu cette situation, ce que ça représente de tomber malade, de comment on va s'organiser, comment on en parle, de dédramatiser aussi en quelque sorte », décrit Emmanuelle Fostan. L'association fait intervenir la psychologue de Clarac en fonction des questions et des situations. De même qu'elle organise des tables rondes avec les maris et compagnons, qui ont « tout un tas de questions qu'ils n'osent pas poser à leurs conjointes ni à leur médecin ». Ces rencontres vont apaiser des situations intimes et familiales percutées par une maladie qui fait peur.

Week-end santé

L'association, qui fut la première en Martinique pour des femmes atteintes de cancer du sein, fonctionne par le biais du bouche-à-oreille. En 2025, 8 femmes commençant un parcours de soins et 3 femmes ayant fini leurs soins depuis 2 et 4 ans sont accompagnées par Sein'gulière. « Nous demeurons une sentinelle de

terrain, en autonomie, financée par les dons privés et ceux d'entreprises », décrit Emmanuelle Fostan. Deux fois par an, l'association organise un « week-end santé » dans une villa qui permet à 6 femmes de couper avec le quotidien, recréer une bulle de soin, de bien-être, d'échange et de confiance ou divers ateliers et activités sont proposés. « On cuisine, une socioesthéticienne leur fait un superbe maquillage, un photographe vient depuis des années faire un shooting photo, et on demande aux maris et familles de venir récupérer leurs femmes qu'ils découvrent transformées ». Dans un contexte où l'offre de soins s'est considérablement améliorée en termes de nombre d'associations, de visibilité, d'implication de l'ARS et de la PROM, Sein'gulière continue de répondre aux besoins des femmes dont la vie est bouleversée, ce qui commence par la capacité à parler et s'écouter.

Contact, infos et dons : 0696 81 09 26



Claudia Thodlard,
bénévole active

CŒUR D'OYA

Liyannaj sé fos nou

Symbole du dépassement de soi, Oya est l'une des déesses africaines les plus puissantes. « Une reine guerrière forte qui provoque des changements rapides et guide lors de transformations à la fois extérieures et intérieures », décrit Margareth Magloire qui préside l'association des patients experts de Martinique, baptisée cœur d'Oya. Un nom qui n'a rien d'anodin, « il est lié à cette idée d'avoir un cœur incarnant toutes les qualités et la puissance de cette déesse ».

Précieuse expertise

Le patient expert désigne une personne qui a eu un cancer (et qui parfois est toujours en parcours de soins), et qui fait de son expérience patient une expertise auprès des personnes également atteintes. La loi de cadrage du patient expert de 2009 le reconnaît comme un acteur clef dans l'éducation thérapeutique du patient, intégrant ainsi ses interventions dans le code de la santé publique. « Il crée d'abord du lien entre les patients, les soignants et les professionnels de santé pour la mise en commun des savoirs, décrit Margareth Magloire. Et son expertise participe à une meilleure prise en charge ». Ce qui produit trois effets : faciliter le parcours des patients, mieux coordonner les acteurs autour des patients et des familles et, in fine, d'améliorer l'efficacité de la lutte contre le cancer.

Un rôle de vigie

L'association des patients experts partenaires est créée en 2022 sous l'impulsion de la PROM (plateforme régionale d'oncologie de la Martinique) et l'ARS suite à une formation qualifiante. Elle développe ses actions envers les personnes (hommes, femmes et enfants) touchés par le cancer, de l'annonce de la maladie au retour à la vie active. En venant agrandir le tissu associatif existant, elle se positionne sur des thématiques non explorées à ce jour, qui impactent le patient dans son parcours de soins. « Par exemple en réalisant la remontée d'anomalies applicatives du CHUM, ou encore en intervenant comme "bêta testeur" dans un projet de déploiement numérique, telle la pré-admission hospitalière », cite la présidente. De même, au cœur d'Oya effectue une veille sur l'ensemble des dispositifs existants et les nouveaux déployés par les instances représentatives de la santé, à l'image de la « maison du parcours » créée par l'ARS en 2024. En l'espace quelques années, les évolutions du parcours de soins sont évidentes. En comparant sa prise en charge en 2018 et celle en cours en 2025, la présidente parle d'un « virage à 360 degrés » dans le domaine de cancérologie, « même si une marge d'amélioration est toujours possible ». Elle poursuit avec un précieux conseil aux femmes de son île : « Mesdames, vous n'êtes pas seules. Croyez en cette force commune impulsée par l'ensemble des associations du champ du cancer autour de vous et de vos proches, ne doutez jamais du pouvoir du tous ensemble. Liyannaj sé fos nou ».

Rue des Tamariniers,
La Marie BAT F APPT 109 - 97224 Ducos
0696 21 48 90 / coeur-oya@outlook.com

Margareth Magloire,
présidente

MA TÉTÉ

Un cocon de soutien

Tout est parti d'un blog, celui de la journaliste et communicante martiniquaise Nathalie Chillan qu'elle a lancée en 2013 après l'annonce de son cancer du sein. Depuis, l'association fondée en 2018, Ma Tété, accompagne au quotidien les malades du cancer du sein et leurs proches. « Elle informe, soutient et apporte des ressources concrètes – écoute, ateliers bien-être, aide sociale et administrative – pour alléger le quotidien des patientes et rompre l'isolement », décrit Nathalie Chillan. En mars 2024, nouvelle étape, la présidente inaugurerait à Fort-de-France le Tiers Mieux, un espace pluriel destiné aux personnes malades et à leurs proches.

Cette adresse en dur s'inscrit dans la continuité des actions et ambitions que Ma Tété déploie depuis sa création. La Ma Tété Mobile par exemple est un véhicule aménagé qui sillonne l'île pour sensibiliser à la prévention dans les communes éloignées. « Un accord avec la régie des transports devrait bientôt renforcer sa présence sur le terrain », annonce Nathalie Chillan. À l'occasion d'Octobre Rose, l'association distribue également les Ma Tété Box, coffrets garnis de soins adaptés et de produits de bien-être, avec le soutien de partenaires comme la Galleria. On peut citer aussi l'événement Ma Tété au Jardin, lancé en 2019, qui propose chaque année à l'Habitation Clément une journée de détente et de partage.

L'éducation thérapeutique du patient

L'association va plus loin dans ses domaines d'intervention et finalise aujourd'hui son programme d'Éducation thérapeutique du patient (ETP) cancer du sein, qu'elle souhaite faire valider par l'ARS Martinique. « Comme les autres ETP, ce dispositif codifié aide les patients à mieux comprendre leur maladie et leur traitement, et à maintenir ou améliorer leur qualité de vie », explique Nathalie Chillan. Deux bénévoles ont déjà été formées. Ma Tété constitue actuellement une équipe de référents composée de médecins, oncologues et autres professionnels de santé. Très active sur le terrain de la prévention, l'association, qui compte une salariée et une cinquantaine de bénévoles, insiste sur l'importance d'impliquer l'ensemble de la population. « Je dis aux hommes

qu'ils peuvent eux aussi être touchés – 1 % des cancers du sein les concernent – mais surtout qu'ils doivent être un pilier pour leurs femme, sœur, mère ou fille. Et je parle beaucoup aux adolescentes : il faut qu'elles prennent soin de leurs seins tôt et qu'elles jouent un rôle de médiatrices auprès des femmes de leur famille en les convainquant d'aller se faire dépister. Plus la maladie est détectée précocement, plus les chances de guérison sont grandes ! », conclut Nathalie Chillan.

Le Tiers Mieux
141 rue Lamartine Fort-de-France
0596 96 6698 / associationmatete@gmail.com

Nathalie Chillan,
présidente

ILLETTRISME :

ACTIONS CHOC DANS LES TERRITOIRES

En outre-mer, où l'illettrisme reste plus élevé qu'à l'échelle nationale, les territoires déploient des solutions concrètes et adaptées aux spécificités locales. Tour d'horizon.

Texte Sarah Balay

Depuis 2013, chaque mois de septembre, l'agence nationale de lutte contre l'illettrisme (ANLCI) pilote des journées d'action sur tous les territoires. En 2025, le mot d'ordre est : *Apprendre, c'est reprendre le contrôle.*

Particulièrement concernés, les territoires ultramarins se sont mobilisés, notamment en Guadeloupe qui a décliné plus de 60 manifestations sur quinze jours (ateliers, rencontres, portes ouvertes, etc.) entre le 9 et le 26 septembre.

Pour rappel, l'illettrisme concerne « toutes celles et tous ceux qui, après avoir été scolarisés en langue française, ne disposent pas des compétences de base nécessaires en lecture, écriture, calcul, numérique, pour être autonomes dans des situations simples de la vie quotidienne ».

À ce jour, selon la dernière enquête FLV (formation tout au long de la vie) conduite par l'INSEE* et l'ANLCI, fin 2022, l'illettrisme touche 1,4 million de personnes dans l'Hexagone, soit 4 % de la population des 18-65 ans. L'enquête indique toutefois qu'il existe 2,5 fois plus de risque d'être en forte difficulté pour les personnes résidant en outre-mer.

En effet, 25 % des Ultramarins rencontrent de fortes difficultés avec les compétences de base contre 10 % des personnes résidant dans l'Hexagone. L'illettrisme en outre-mer s'explique notamment par la présence d'autres langues maternelles et les difficultés socio-économiques (voir chiffres).

Mais à problème spécifique, solutions spécifiques : face à des réalités locales marquées par des langues maternelles différentes et des contextes socio-économiques particuliers, les territoires ultramarins ont tout intérêt à développer des actions adaptées.

Par exemple, la Guadeloupe offre, depuis

2025, une formation universitaire unique en France (FFASILL). Dispensée par l'INSPE**, elle vise à former des professionnels capables d'accompagner les adultes en situation d'illettrisme, en particulier dans un contexte créolophone. Idem à la Réunion avec un nouveau DU FILA OI (formation de formateurs en illettrisme et alphabétisme dans l'Océan Indien) proposé par l'université locale. En Martinique, le plan 100 % lecteurs vise, sous le parrainage de l'écrivain Patrick Chamoiseau, à améliorer les compétences en lecture des élèves en déployant des actions ciblées dans les établissements scolaires.

À Mayotte, enfin, un plan de lutte contre l'illettrisme 2025-2027, doté d'un budget de 23 millions d'euros, prévoit 25 actions concrètes pour améliorer l'autonomie des adultes en difficulté.

*INSEE : Institut national de la statistique et des études économiques

**INSPE : Institut national supérieur du professorat et de l'éducation

Le taux d'illettrisme des 18-64 ans est de 4 % dans l'Hexagone

Guadeloupe : 9 %

Martinique : 8 %

Réunion : 12 %

Guyane : 21 %

Mayotte : 61 % des adultes sont en difficulté à l'écrit en langue française

(Source : INSEE, 2022)

Le saviez-vous ?

- Une personne en situation d'illettrisme ne parle pas français.

FAUX. L'illettrisme est la situation d'une personne qui a été scolarisée en France, mais qui n'a pas acquis une maîtrise suffisante de la lecture, de l'écriture et du calcul (compétences de base).

- Illettrisme et analphabétisme, c'est pareil

FAUX. Une personne en situation d'illettrisme a été scolarisée, alors qu'une personne en situation d'analphabétisme n'est pas allée à l'école, en France ou à l'étranger.

- Lire, écrire et compter sont des compétences qui ne s'oublient pas

FAUX. Les enfants apprennent à lire, écrire et compter dès l'école, mais si ces compétences de base ne sont pas solidement acquises, consolidées et entretenues à l'âge adulte, elles peuvent s'estomper avec le temps.

- Les personnes en situation d'illettrisme ne peuvent pas travailler

FAUX. Plus de la moitié des personnes en situation d'illettrisme ont un emploi.

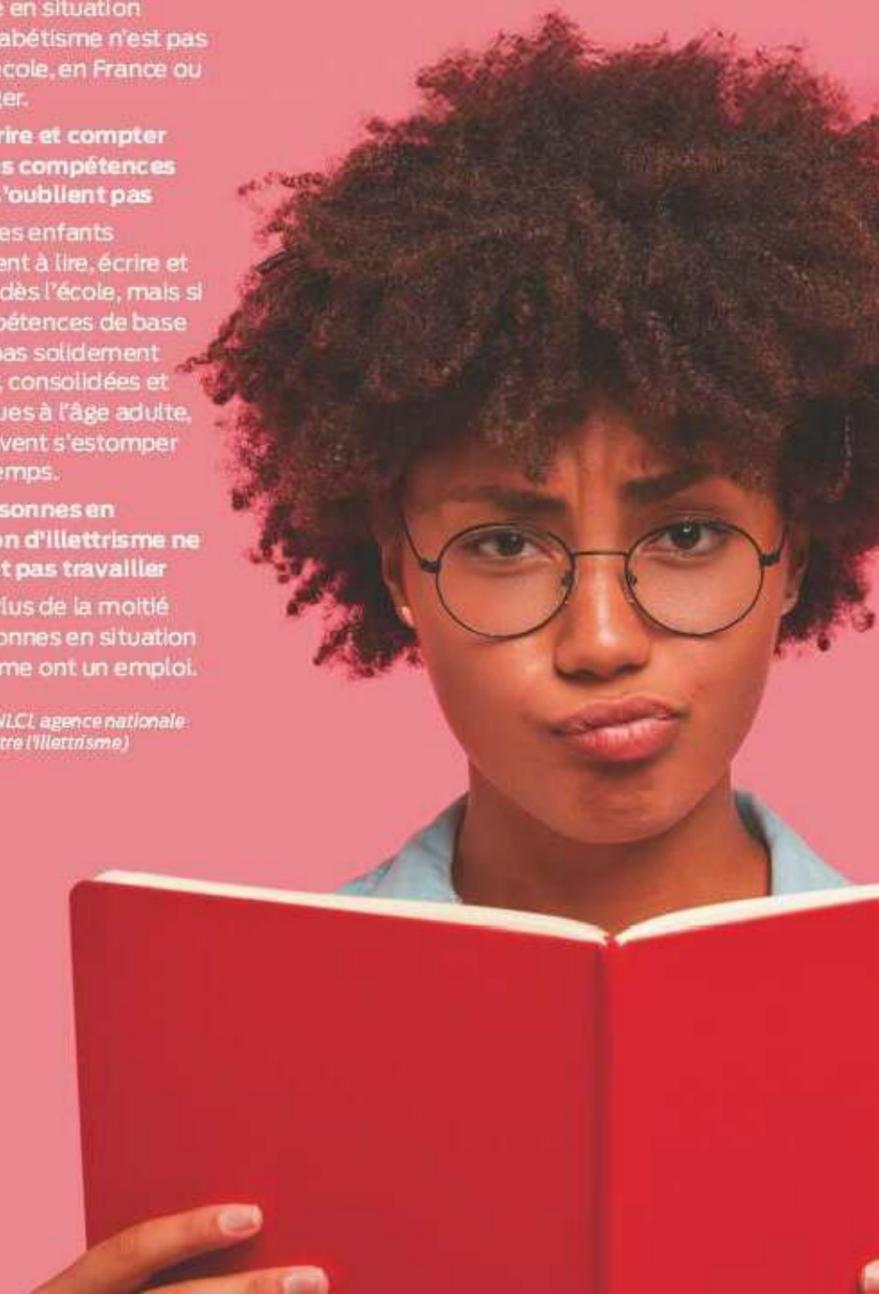
(Source : ANLCI, agence nationale de lutte contre l'illettrisme)

INFOS +

L'illectronisme, un défi sociétal

L'illectronisme ou « illettrisme numérique » désigne les adultes ne maîtrisant pas suffisamment les outils numériques pour accéder à l'information et agir en autonomie. En France, selon une enquête de 2021 réalisée par l'INSEE, 15 % des 15 ans ou plus sont en situation d'illectronisme, surtout les personnes âgées et les peu diplômés. L'illectronisme touche aussi les personnes en situation d'illettrisme, mais l'inverse n'est pas systématique.

(Source : ANLCI, agence nationale de lutte contre l'illettrisme)



FORÊT VIERGE



Roroima.

Organisée dans le cadre de la saison Brésil-France 2025, l'exposition **AMAZÔNIA. CRÉATIONS ET FUTURS AUTOCHTONES** vient de s'ouvrir à Paris, au musée du quai Branly Jacques Chirac. Elle prend le parti de présenter cette région, qui apparaît encore aux yeux des Européens comme un lieu plein de mystères, à partir des points de vue de ses premiers habitants, les peuples autochtones. Parmi la riche collection de photos, peintures, objets d'art et d'artisanat, on retrouve un travail de Denilson Baniwa qui procède en collant des images issues de la culture « pop » sur les photographies faites par les premiers anthropologues ayant sillonné l'Amazonie. En questionnant ainsi le rôle des images, des collectes ethnographiques et du savoir anthropologique dans la construction des stéréotypes, il laisse planer un parfum de science-fiction sur une rencontre entre des peuples, aussi absurde que violente.

AMAZÔNIA. CRÉATIONS ET FUTURS AUTOCHTONES
30 septembre 2025 – 19 janvier 2026
Musée du quai Branly Jacques Chirac

Denilson Baniwa, Contatos Imediatos de Terceiro Grau (Série des chasseurs coloniales), 2021. Collage numérique. Collection de l'artiste. © Denilson Baniwa

72 bateaux inscrits

50
bizuths

14
nationalités
différentes

144

skippers* :
dont 18 femmes, le seuil de 10 %
est atteint, mais la parité est encore
loin (5 équipages exclusivement
féminins et 8 duos mixtes).

*Nombre d'inscrits au 19 septembre

En chiffres

CAP SUR la route du café

La course baptisée Jacques Vabre pendant plus de 30 ans s'élançera sous un nouveau nom, Transat Café L'OR, dans quelques semaines. À l'approche du départ de la 17^e édition de la célèbre transatlantique en duo, présentation de ce nouveau cru.

DÉPART
le 26 octobre
du Havre
ARRIVÉE autour
du 6 novembre
en Martinique



0 retour en cargo
autorisé en 2025, le retour à la voile
est obligatoire pour toutes les classes.
C'est 48 tonnes de CO₂ évitées pour
un bateau de 12 m.

10 Ocean Fifty :
4 600 milles nautiques
(entre 10 et 14 jours)

18 IMOCA :
4 350 milles nautiques
(entre 10 et 14 jours)

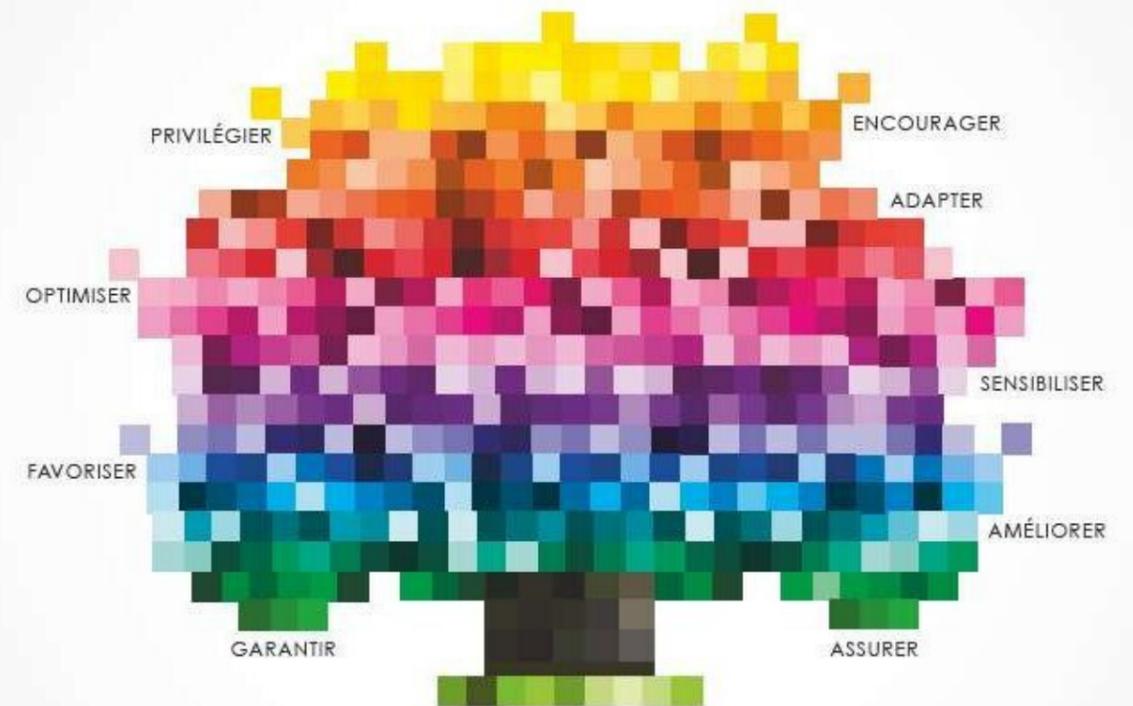
40 Class40 :
3 750 milles nautiques (entre 14 et 16 jours)

4 ULTIM :
6 200 milles nautiques
(entre 10 et 14 jours)

14 ans de label
écoresponsable ADEME

IMPRIMEUR ENGAGÉ

en faveur du développement durable



PRIM

947, rue Henri Becquerel - BP 2174 - 97195 Jarry cedex
tél. 0590 26 72 40 - mail : infos@primsas.com



250

C'EST LE NOMBRE D'EMPLOIS DIRECTS QUE PROMET DE CRÉER L'INSTALLATION DU FUTUR PARC D'ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES (PAE) DE PIERREFONDS, À LA RÉUNION. SA LIVRAISON EST PROGRAMMÉE AU 3E TRIMESTRE 2027 ET COMPTE 10 000 M² DE SURFACES D'ACTIVITÉS.



CARAÏBES

BAROMÈTRE NPERF

Les performances réseau de SFR Caraïbe en 2025 ont été récompensées coup sur coup par l'ARCEP (régulateur national) et le baromètre nPerf, qui réalise des tests pour l'ensemble des opérateurs mobile et fixe présents en Martinique, en Guadeloupe et en Guyane, deux semaines plus tard. Lauréat de la « meilleure performance réseau Fixe » et de la « meilleure performance réseau mobile » des Baromètres nPerf 2025, l'opérateur conserve donc sa 1^{ère} place pour la 2^{ème} année consécutive au classement général et s'impose comme l'opérateur délivrant les meilleures performances de l'Internet Fibre et de l'Internet Mobile sur ces 3 départements... Un classement qui récompense des investissements constants, une stratégie d'innovation, et « un engagement constant des équipes », a félicité Frédéric Hayot, Directeur Général de SFR Caraïbe.



Filière Endométriose Martinique

MARTINIQUE

Soulager l'endométriose

La collectivité territoriale de Martinique (CTM) a récemment officialisé son partenariat avec la filière Endométriose Martinique (FENM). Cette initiative vise à améliorer le parcours de soins, la prévention et la coordination entre professionnels et institutions pour mieux accompagner les patientes touchées par cette maladie chronique qui touche une femme sur dix.



GUADELOUPE

NOUVELLE VIE POUR L'HABITATION DESCAMPS

Le mois dernier, la Mission Patrimoine, soutenue par Stéphane Bern, le ministre de la Culture et la Fondation du patrimoine ont dévoilé les 102 sites départementaux retenus pour l'édition 2025 du Loto du patrimoine. Parmi eux, figure le domaine de Birmingham à Baie-Mahault. Cette ancienne maison de maître, construite en 1830, va donc bénéficier d'un soutien financier pour sa restauration. Objectif : faire du site un espace polyvalent dédié aux concerts, expositions, mariages, séminaires ou résidence d'artistes.

CARAÏBES

Viva Samana !

La compagnie Air Caraïbes étoffe son réseau en République dominicaine avec une nouvelle liaison directe entre Paris Orly et la ville de Samana, à compter du 15 décembre prochain. Il s'agit donc de la 3^e destination desservie par la compagnie française après Punta-Cana et Saint-Domingue. Située au nord-est de la République dominicaine, Samana est une région, entre autres, réputée pour ses plages sauvages et ses paysages naturels.



SAINT-MARTIN

UNE MAISON POUR LE RSMA

Saint-Martin accueillera très bientôt la Maison du RSMA (régiment du service militaire adapté) implantée dans la commune de Marigot. Ce local facilitera l'accès au dispositif du RSMA basé en Guadeloupe pour les jeunes saint-martinois éloignés de l'emploi. Ce dispositif combine formation professionnelle, accompagnement social et éducatif et de l'aide à l'insertion.



PACIFIQUE

FINANCER LE POSITIF

Généreux, le consulat de Nouvelle-Zélande a lancé l'édition 2025 du New Zealand Consulate Fund, programme d'aides destiné aux microprojets en Nouvelle-Calédonie, Polynésie française et Wallis-et-Futuna. Il s'adresse prioritairement aux associations, ONG et groupes communautaires engagés dans la culture, l'éducation, l'agriculture, l'environnement ou l'entrepreneuriat féminin.



Elle a dit

« La volonté de les inviter répond d'abord à une urgence climatique et puis à celle d'une phrase que j'entends : « Si on ne fait rien pour la Guyane, elle disparaîtra en 2050 » »

Férielle Deriche, directrice du salon de l'immobilier bas-carbone organisé à Paris début septembre, en parlant de la Guyane invitée d'honneur (source : France Télévisions).

Tourisme

CAP SUR LA TRANSAT CAFÉ L'OR

L'Office de Tourisme Intercommunal Sud Martinique (OTI Sud Martinique) rejoint à nouveau l'équipage de la Transat Jacques Vabre renommée Transat Café l'Or. L'OTI Sud Martinique veut profiter de cette fête du nautisme pour faire découvrir le sud de la Martinique. Le président et la directrice de l'Office de Tourisme nous expliquent les raisons de ce choix de trajectoire.

Texte Thomas Thurar — Photo Jean-Albert Coopmann



Hugues Toussay, président de l'OTI Sud Martinique



Bénédicte Monfort, directrice de l'OTI Sud Martinique

Quelle est l'ambition de l'Office de Tourisme Sud Martinique ?

Bénédicte Monfort, directrice générale de l'Office de Tourisme Sud : En tant qu'établissement public industriel et commercial (EPIC) rattaché à l'Espace Sud, notre objectif est de faire monter en gamme la destination Martinique, et notamment le sud qui dispose de nombreux atouts que nous voulons mettre en valeur. Pour cela nous proposons des ateliers aux professionnels du tourisme. En octobre, 3 ateliers seront d'ailleurs proposés, avec la CCIM, au Marin.

Le Rocher est-il, selon vous, un emblème du Sud ?

Hugues Toussay, président de l'Office de Tourisme du Sud : Le Sud est mis à l'honneur par le Rocher du Diamant et le « trophée du Rocher » sera décerné aux équipages qui feront le meilleur temps entre le Rocher du Diamant et la ligne d'arrivée à Fort-de-France. Le Rocher du Diamant est un site exceptionnel, connu à travers le monde. Il illustre parfaitement les richesses du Sud. Il est à la fois un spot extraordinaire de plongée sous-marine et aussi un échantillon remarquable de la biodiversité. C'est aussi notre histoire sombre et douloureuse qui a fait de nous cette population résiliente. C'est un peu l'emblème de la Martinique. Notre objectif est vraiment de susciter l'intérêt pour la Martinique et notamment le Sud, des milliers de personnes présentes au départ de la Transat.

Qu'allez-vous proposer en termes d'activités au Havre ?

B.M. : Nous sommes partenaires, avec Martinique Transat, pour la seconde fois de la Transat Café l'Or, et serons présents au départ du Havre et à l'arrivée à Fort-de-France. Le village de la Transat ouvre ses portes dès le 17 octobre et un départ prévu le 26 octobre au Havre. Cette année, nous aurons notre propre stand avec une priorité : la promotion des professionnels installés dans le Sud. Nous présenterons également, avec nos brochures, les offres du Sud dans leur ensemble avec un focus sur les sites mémoriels qui intéressent de plus en plus de visiteurs. Nous mettrons à la disposition des visiteurs de la documentation présentant le Rocher du Diamant. Il sera même possible aux spectateurs de profiter d'une visite virtuelle du Rocher. Sur le stand, les spectateurs pourront acquérir des produits identitaires créés par les artisans exerçant sur le territoire pour l'OTI comme des magnets en bois en forme de yole ou encore des tote bags à l'effigie de sites des 12 communes du Sud et d'autres produits exclusifs. Chaque client repartira avec un petit bout du Sud chez lui. Nous allons cibler les potentiels visiteurs qui pourraient être tentés par

la Martinique mais aussi nos compatriotes expatriés qui ont envie de se ressourcer sur notre stand. Nous cherchons à captiver les spectateurs que va drainer cet événement hors norme.

À quoi faut-il s'attendre à Fort-de-France ?

B.M. : Les premiers bateaux devraient franchir la ligne d'arrivée à partir du 6 novembre. Pour célébrer cet événement, avec le CODERUM, regroupant les distillateurs de rhum agricole et de sucrerie de Martinique, un cocktail « signature » inspiré du Rocher sera à déguster avec modération. À l'arrivée, nous voulons aussi toucher un public scolaire avec comme ambition assumée de permettre la transmission auprès des plus jeunes. Dans le cadre de l'Espace d'Initiatives Positives du village, le 13 novembre, un atelier de 2 heures, en partenariat avec l'Espace Sud et le musée Bernard David, sensibilisera à la biodiversité, l'écologie et l'intérêt patrimonial du Rocher du Diamant, avec également un atelier pratique et ludique autour des matières recyclées et de la biodiversité.

Quelles sont vos attentes en matière de retombées ?

H.T. : Les dernières éditions de la transat ont attiré plus d'1 million de visiteurs sur la période. On peut donc espérer profiter d'une fenêtre de visibilité considérable grâce, notamment, à la couverture médiatique des nombreux opérateurs de la presse nationale et internationale.

LES RENDEZ-VOUS PROS
PROGRAMME OCTOBRE 2025
CCI Le Marin
Zone Arimar
97290, Le Marin

Numérique
CCI MARTINIQUE
JESSICA DUPOT
Directrice

Détail des ateliers :

Vendredi 10 octobre	Vendredi 17 octobre	Vendredi 24 octobre
9h00 - 11h00	9h00 - 11h00	9h00 - 11h00
Facebook & Instagram : Stratégie & Fidélisation	WhatsApp Business	Google Business Profile
Pré-requis : Avoir des comptes actifs sur Facebook & Instagram	Pré-requis : Avoir un smartphone avec WhatsApp téléchargé	Pré-requis : Disposer d'un compte Google actif
Tarif : 30 €	Tarif : 30 €	Tarif : 30 €

Inscription obligatoire : www.otisudmartinique.com
06 96 22 26 63

Office de Tourisme Sud Martinique
Téléphone : 0696 222663
www.otisudmartinique.com
Office de tourisme sud martinique
@@sudmartinique

Entreprises

« C'EST LE COMBAT DE TOUS »

Dans un contexte « anxigène » pour les chefs d'entreprise, l'UDE-MEDEF et la Fédération des entreprises d'Outre-mer revendiquent la nécessité de continuer à créer de la richesse.

Texte Caroline Bablin - Photo Lou Denim



Hervé Mariton, président de la FEDOM et Bruno Blandin, président de l'UDE MEDEF

« Nos sociétés ont besoin d'un tissu économique fort et dynamique afin de porter le développement du territoire en créant de la richesse et des emplois », notait le nouveau préfet de Guadeloupe, Thierry Devimeux, en ouverture du séminaire organisé conjointement par l'UDE-MEDEF Guadeloupe et la FEDOM (Fédération des

entreprises d'outre-mer), le jeudi 18 septembre, au Caribbean Business Center, à Jarry, et consacré au financement des entreprises. En effet, qu'il s'agisse de lutter contre la vie chère ou contre le chômage et l'exode des jeunes, ces dernières ont un rôle prépondérant à jouer. Et si Bruno Blandin, président de l'UDE-MEDEF Guadeloupe, appelle à

l'optimisme et au pragmatisme, il n'ignore pas les difficultés et freins auxquels elles sont confrontées. « Éloignement des centres d'approvisionnement, problèmes de créances avec des besoins en fonds de roulement plus importants que dans l'Hexagone, coût de l'assurance plus élevé après les événements survenus en Nouvelle-

Calédonie et en Martinique l'an dernier... Le financement des entreprises ultramarines est souvent plus difficile », constate, de son côté, le président de la FEDOM, Hervé Mariton. Ce séminaire a donc été l'occasion d'aborder la question sous différents aspects. Ce que l'on peut en retenir en trois phrases clés :

« Des mesures mortifères pour notre économie »

Si la menace s'est quelque peu éloignée avec le changement de gouvernement, les projets de loi de finances et de loi de financement de la Sécurité sociale 2026 (PLF et PLFSS 2026) n'ont pas fini d'inquiéter les chefs d'entreprise ultramarins. C'est dans ce contexte « anxigène » – comme l'a qualifié Isabel Michel-Gabriel, présidente de la commission Économie et finance de l'UDE-MEDEF Guadeloupe – que s'est tenu ce séminaire consacré au financement des entreprises guadeloupéennes.

L'enjeu est de taille, au moment où, au plus niveau de l'État, il n'est question que d'austérité budgétaire, faisant planer sur nos territoires la menace d'un « coup de rabot » sur la Lodeom (Loi pour le développement économique des outre-mer) dans le PLF 2026, que ce soit au niveau des allègements de charges sociales ou des aides fiscales à l'investissement productif outre-mer. « Ce qui a été annoncé, constate Hervé Mariton, c'est le massacre de ces dispositifs créés afin de pallier les handicaps structurels auxquels sont confrontées les entreprises ultramarines, tels que l'éloignement géographique, l'exiguïté des marchés, les risques climatiques, etc. ».

Hervé Mariton, Bruno Blandin et Patrick Vial-Collet, président de la CCI-IG, ont donc appelé les élus locaux à intervenir urgemment pour « défendre les outre-mer sans concession » : « Nous allons mener la plus dure "bataille du rabot fiscal" qu'on ait jamais connue dans les outre-mer. Ce n'est plus seulement

le combat des chefs d'entreprise, c'est le combat de tous... »

« Le temps de l'entreprise n'est pas le temps de l'administration »

Si les financements publics sont importants, « leur mobilisation n'est pas toujours facile, et peut même s'avérer longue et laborieuse quand il s'agit des financements européens », notait, dès son introduction, le président de la FEDOM. Des propos qui ont trouvé un écho auprès de chefs d'entreprise qui ont tenu à exposer certaines difficultés qu'ils rencontrent, liées à la longueur des délais de traitement des dossiers de demande de financements européens. Des délais à rallonge, aussi, pour le paiement des factures par certaines collectivités et établissements publics de santé, même si la situation tend à s'améliorer, comme l'a souligné Jean-Yves Le Gall, directeur régional des finances publiques (DRFIP). Ce délai est passé, en moyenne, de 90 à 62 jours. Cependant, « améliorer encore ces délais de paiement est un enjeu majeur pour les entreprises ». Et Yves Dareau, secrétaire général pour les affaires régionales de la préfecture de Guadeloupe, d'enfoncer le clou : « Les entreprises ne peuvent servir de banquiers aux collectivités locales ».

« On trouve toujours des solutions pour des projets bien structurés, des gestions cadrées et rigoureuses »

L'objectif du séminaire était de présenter un panel le plus diversifié possible des aides et solutions de financement à disposition des entreprises : crédits bancaires, subventions, préfinancements et prêts à conditions financières adoucies accordés par divers organismes et agences tels que l'Agence française de développement (AFD), la Banque publique d'investissement (BPI), le Réseau Entreprendre, l'Ademe, etc.



Hervé Mariton, président de la FEDOM

Sans oublier tous les dispositifs intercommunaux, régionaux, nationaux et européens.

Les solutions de financement existent, elles sont nombreuses et « ces aides publiques aux entreprises ne sont pas une particularité française, c'est un levier de développement qu'on retrouve dans le monde entier », tient à souligner Guillaume Gallet de Saint-Aurin, vice-président de la FEDOM. Encore faut-il disposer de l'ingénierie nécessaire pour monter les dossiers et optimiser son plan de financement. C'est ici que les cabinets de conseil peuvent intervenir, ou des outils tels que celui déployé par l'UDE-MEDEF de Guadeloupe, « Mon aide publique », qui permet de savoir à quelles aides on peut prétendre et d'être accompagné dans le montage de son dossier.

Concernant les financements privés, la dimension humaine a été largement soulignée. Une demande claire et structurée, présentée par un chef d'entreprise convaincu et convaincant, aura bien plus de chances d'aboutir.

Enfin, « on peut avoir tous les financements, toutes les aides à disposition, si les entreprises ne sont pas capables de produire leurs comptes, de les déposer dans les délais, ce sera toujours un frein à l'investissement », met en garde le directeur régional des finances publiques.

France 2030

TERRE D'INNOVATION ET DE CREATIVITÉ

La Martinique s'illustre grâce à ses 30 projets lauréats du plan national France 2030, tous secteurs confondus, ce qui correspond à plus de 32 millions d'euros déjà engagés. Découverte de lauréats qui ont relevé avec brio les grands défis du monde contemporain suite à des appels à projet et à manifestation d'intérêt.

Texte Sandrine Chopot – Photo Jean-Albert Coopmann



Emmanuelle Sylvestre, maître de conférences/praticien hospitalier (MCUPH). Responsable du centre de données cliniques Martinique

« Accompagnement et soutien à la constitution d'entrepôt de données de santé hospitaliers »

Dre Emmanuelle Sylvestre, maître de conférences des universités praticien hospitalier coordinatrice du projet Antilles Data Hub (AnDH)

Projet : développement des entrepôts de données de santé hospitaliers

Aide accordée : 1 971 990 M€ pour l'ensemble du projet (1 064 665 M€ pour la Martinique ; 907 324 € pour la Guadeloupe)

« Le CHU de Martinique, chef de file du projet AnDH, souhaite consolider son entrepôt de données de santé et accompagner le déploiement de celui de la Guadeloupe, en mettant en place une plateforme interrégionale de données. Le projet s'inscrit dans un contexte spécifique

aux populations antillaises, avec des prévalences élevées pour de nombreuses pathologies chroniques (diabète, hypertension) et des pathologies infectieuses émergentes (dengue, zika). Nos populations subissent par ailleurs des contraintes climatiques et des expositions environnementales particulières (brume de sable, sargasses). Pour confirmer cet exposome antillais, nous réutilisons des données de santé collectées dans le cadre d'un parcours de soins du patient, ce dernier pouvant s'y opposer. Être lauréat nous donne une visibilité sur la scène nationale, nous sommes inclus dans toutes les discussions autour de la stratégie numérique en santé française ce qui nous permet de faire remonter les particularités de nos territoires et ainsi adapter nos politiques régionales. »

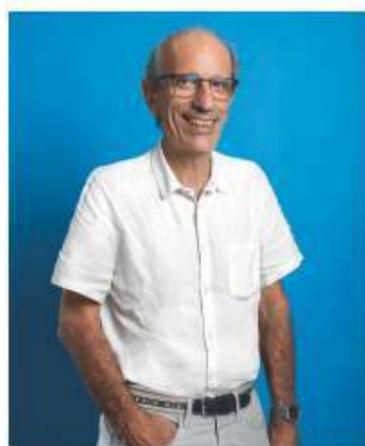
« Programme de recherche maladie infectieuses et émergentes (PEPR MIE) »

Pr André Cabié, chef du service des maladies infectieuses au CHU Martinique

Projet : LSDengue

Aide accordée : 2 082 853 M€ pour les DOM-TOM

« D'une durée de trois ans, le projet LSDengue implique tous les territoires ultramarins. Il vise à identifier de nouveaux facteurs déterminants des formes sévères de la dengue pour définir des biomarqueurs utilisables en clinique et adapter les soins aux patients. Une étude de caractérisation complète



André Cabié, professeur des universités/praticien hospitalier (PU-PH) chef du service des maladies infectieuses et tropicales au CHU de Martinique

(clinique, génétique, virologique, immunologique) est menée sur des populations aux origines génétiques différentes, qui n'ont pas été exposées de la même manière à la dengue. L'aide accordée va nous permettre de mettre en place une structuration, que nous souhaitons pouvoir pérenniser, sur l'harmonisation de nos pratiques pour mieux se préparer aux futures épidémies. »

« Exploitation forestière et sylviculture performantes et résilientes »

Mathieu Asseman, directeur des travaux Caraïbes Bois Énergie

Projet : acquisition d'une récolteuse de bois énergie

Aide accordée : 546 093 €

« Nous accompagnons gratuitement les agriculteurs dans l'entretien de leurs zones boisées et haies



Mathieu Asseman, directeur d'exploitation Caraïbes Bois Énergie

séparatives ou limitrophes, souvent arrachées ou brûlées faute de moyens. Grâce au soutien du plan France 2030 via l'ADEME, nous avons investi dans du matériel performant pour la récolte et l'élagage, pour intervenir sur des terrains en pente tout en préservant les sols. Les branches récoltées sont séchées et broyées puis revendues sous forme de plaquettes de bois à la centrale électrique pour la production d'énergie locale. Par ailleurs, face aux difficultés foncières rencontrées par les jeunes agriculteurs et maraîchers, nous aidons à remettre en culture des terres agricoles. »

« Décarb'Flash »

Nicolas de Chancel, directeur de SN Soproglaçes

Projet : installations solaires photovoltaïques en autoconsommation sur le site industriel de SN Soproglaçes au Lamentin

Aide accordée : 600 000 €

« Par son activité de fabrication de crèmes glacées, Soproglaçes est consommatrice d'énergie, à la fois pour son processus de fabrication mais aussi pour ses chambres froides qui tournent en continu y compris le week-end. Le montant de l'aide a permis l'installation de 2 200 panneaux photovoltaïques en toiture. Aujourd'hui, 100 % de l'électricité produite est consommée. Ces douze derniers



Nicolas de Chancel, directeur de Soproglaçes

mois, nous avons produit 1 235 MWh ce qui couvre 30 % de nos besoins annuels. Peu impactante sur l'environnement, cette installation réduit de plus de 700 tonnes nos émissions de CO₂/an. »

« Première Usine »

Shirley Billot, fondatrice de la startup SHB Biotech

Projet : équipement de la première usine d'éco-extraction et chimie végétale en Martinique

Aide accordée : 4,30 M€



Shirley Billot, fondatrice de la startup SHB Biotech

« SHB Biotech est la première entreprise ultramarine, lauréate de l'AAP France 2030 Première Usine. La construction de cette usine pionnière, spécialisée dans l'éco-extraction et la chimie verte,



Joël Degras, proviseur LPO du lycée Joseph Pernock, Le Lorrain

sera dédiée à la transformation de produits agricoles et industriels, en ingrédients naturels à haute valeur ajoutée, pour les secteurs de la santé, la beauté, la food & beverage. Cet AAP très sélectif devrait être perçu comme un gage de qualité et de crédibilité auprès des écosystèmes et des financeurs locaux. »

« Compétences et métiers d'avenir »

Joël Degras, proviseur du lycée polyvalent Joseph Pernock (Le Lorrain)

Projet : formation innovante dédiée à l'agroalimentaire et l'eau

Aide accordée : 160 000 €

« Nous avons mis en place au sein du lycée une Formation complémentaire initiative locale (FCIL) d'une durée d'un an destinée aux stagiaires titulaires d'un bac professionnel et aux salariés déjà en poste. Elle s'articule autour de deux options : la gestion des réseaux de distribution d'eau et l'agroalimentaire bio industrie transformation endogène développement durable. Très opérationnelle, elle aspire à répondre aux besoins économiques du territoire. Être lauréat est un moyen de mettre en valeur la compétence de notre personnel mais aussi de renforcer notre ancrage dans le tissu économique de notre territoire. »

Salariés aidants

UN SOUTIEN INDISPENSABLE !

La journée nationale des aidants, le 6 octobre, a rappelé au grand public la situation de 20 000 Martiniquais mobilisés pour prendre soin de leurs proches au quotidien, souvent au détriment de leur santé, de leur équilibre mais aussi de leur vie professionnelle.

Texte Anne de Tarragon - Photo Jean-Albert Coopmann

Jenny Stéphanie-Victoire, présidente de l'AMAF, l'association martiniquaise des aidants familiaux

« Il est indispensable de parler pour être aidé, et pour aider les autres à nous aider. Nombre d'aidants se taisent par peur de perdre leur emploi et vivent dans une tension permanente. La seule solution est pourtant le dialogue, avec la direction mais aussi les collègues qui peuvent apporter leur soutien. Les aidants dans la vie active sont souvent obligés de passer à mi-temps, voire d'abandonner leur poste. La plupart des aidants ne se considèrent pas comme tels. S'inscrire dans une association permet d'être reconnu comme aidant, d'être accompagné. L'AMAF propose des groupes de parole, des aides psychologiques, des "moments de répit". Reconnaître qu'on est aidant, oser demander de l'aide et accepter de déléguer, voilà des clés. Mais l'aidant familial doit aussi éprouver de l'amour et de la bienveillance, et déjà pour lui-même. C'est ce qui va lui permettre de franchir le pas et de parler. »



Jenny Stéphanie-Victoire, présidente de l'Association de Eden à St Joseph

L'Agence Régionale de Santé de Martinique prend à bras-le-corps ce sujet prioritaire en lançant à compter de mars 2026 « les trophées des salariés aidants », afin de valoriser et récompenser les entreprises et administrations qui agissent en interne pour soutenir leurs salariés

en situation d'aidance. En France, 35 % des salariés sont aidants, qu'ils soient du secteur public ou privé et 31 % des aidants en Martinique reconnaissent que leur rôle d'aidant a un impact sur leur vie professionnelle. La stratégie régionale en faveur des aidants

2023-2027, élaborée par l'ARS et ses partenaires, vise à améliorer les conditions de vie des aidants en Martinique et singulièrement des aidants en situation professionnelle. « Souvent invisibles les salariés aidants ne sont pas reconnus comme tels, ni par leur structure, ni parfois

par eux-mêmes, souligne Élodie Corlue, responsable du département Grand âge à l'ARS. Les services de ressources humaines au sein des entreprises et des institutions restent encore peu sensibilisés à cette réalité. Face à ce contexte, l'ARS Martinique a engagé une démarche interne visant à identifier et repérer les situations d'aidance, dans le but d'accompagner les salariés concernés et d'orienter vers les dispositifs adaptés ».

Les Trophées de l'Engagement

En octobre 2024, l'ARS Martinique a réuni des experts, des acteurs

socio-économiques et des représentants des collectivités et entreprises locales autour d'un colloque dédié aux salariés aidants. L'objectif : identifier des solutions concrètes pour permettre à ces femmes et hommes de concilier leurs responsabilités d'aidant avec leur vie professionnelle. « À la suite de cette rencontre, poursuit Élodie Corlue, l'ARS a souhaité aller plus loin en créant les « Trophées de l'Engagement des entreprises et administrations ». Cette reconnaissance vise à récompenser et valoriser les initiatives concrètes mises en place pour accompagner

les salariés aidants (aménagement du temps de travail, dispositifs de soutien, sensibilisation interne, par exemple...). Seront prochainement ouverts : un appel à manifestation d'intérêt pour identifier les partenaires souhaitant s'associer à cette démarche, et un appel à candidatures pour les entreprises et institutions désireuses de valoriser leurs initiatives en faveur des salariés aidants. Le lancement officiel est prévu pour mars 2026, avec l'ambition de faire émerger une dynamique territoriale forte autour de cette cause sociale essentielle. »

Axel Jean-Joseph, salarié aidant

« L'état de ma mère, diagnostiquée "Alzheimer" depuis 4 ans, nécessite une présence permanente. J'ai dû quitter mon travail d'assistant d'éducation en lycée, afin de trouver des solutions pratiques pour l'accompagner. Aujourd'hui j'ai repris un poste à mi-temps dans un collège. Exposer la situation à mes responsables n'était pas un choix, mais une nécessité. Nous avons trouvé une entente pour que je puisse soutenir ma mère. Il m'est indispensable de conserver une activité professionnelle, même réduite, pour des raisons financières, mais aussi pour avoir une bouffée d'air. Mais être aidant épuise et nuit à la santé, c'est une sollicitation permanente, un vrai métier H24. Je me suis rapproché d'associations pour avoir des "moments de répit", et participer à des groupes de parole. Être aidant a renforcé ma capacité d'écoute et m'a aussi permis de prendre conscience qu'il y a beaucoup de silences et de non-dits dans les foyers, qu'il faut pouvoir chercher et écouter. »



Axel Jean-Joseph, jeune aidant familial de l'Association de Eden à St Joseph

Media

LA POLITIQUE POUR TOUS !

La 1ère fait sa rentrée avec deux émissions politiques et un trio de journalistes déterminés à jouer leur rôle de passeurs d'information.

Texte Mathieu Rached - Photo Jean-Albert Coopmann



« Cette programmation de rentrée veut sauvegarder un espace vital de débat, de compréhension et d'information »

Pedro Monnerville, Corinne Jean-Joseph et Mike Irasque, journalistes Martinique la 1ère

Si la politique est l'art de rendre possible ce qui est nécessaire, la 1ère conçoit ses émissions politiques comme un espace indispensable pour rendre la politique possible. Depuis la rentrée, deux rendez-vous rythment la grille des programmes avec une ambition assumée et une formule renouvelée. En télé, on découvre, en direct, chaque lundi à 20 heures, Politik Péyi, co-présentée par deux figures reconnues, Corinne Jean-Joseph et Mike Irasque, pour une heure de décryptage, d'interview et de débat. Huit ans après sa création par Jean-Marc Party, le programme se veut toujours un métronome des émissions politiques locales, capable de confronter les acteurs de la cité aux questions socio-économiques et aux enjeux d'actualité.

Démocratie locale

En radio, chaque jour de 13 h 20 à 13 h 30 (et en rediffusion après le journal de 18 h), c'est Pedro Monnerville qui officie au micro de la 1ère dans Sens Politique et tente de « donner des clés de compréhension » aux Martiniquaises et aux Martiniquais. « Une quotidienne politique, c'est un vrai défi », reconnaît l'ancien présentateur de la matinale, désormais libéré des nuits écourtées mais confronté à un exercice exigeant : le face-à-face avec les élus. 10 minutes pendant lesquelles se joue une petite partition de la démocratie locale. « On veut pouvoir faire comprendre, expliciter les messages, rapprocher les enjeux politiques des enjeux de nos concitoyens », décrit le présentateur. « Très clairement, à travers les différents modules politiques que

nous mettons en place, on souhaite que Martinique la 1ère soit l'endroit où la démocratie s'exprime », abonde Alain Petit, directeur des contenus de l'information. « En radio comme en télé, on se saisit d'abord du contexte du Congrès des élus puis de l'opportunité des municipales pour installer le rendez-vous avec le public. À partir de janvier, Pedro Monnerville recevra les principaux candidats des 34 communes de Martinique, avant de poursuivre avec les présidentielles et législatives ».

Le temps du débat

Le lundi soir, à la télé, le plan d'attaque repose sur une nouvelle formule de Politik Péyi. Corinne Jean-Joseph rempile pour une 6^e saison qu'elle co-présente avec Mike Irasque, journaliste radio et fin observateur de la vie politique locale. Face à eux, chaque semaine une thématique, deux invités « et parfois plus, lors de débats dédiés », un reportage et des questions de téléspectateurs. La force du programme, c'est « la proximité, décrit Alain Petit, elle se joue dans le traitement des sujets, des interviews et aussi une fois l'émission et ses extraits relayés sur les réseaux ». Le directeur des contenus de l'information affiche d'ailleurs une volonté très nette d'investir le champ numérique et ne pas abandonner les contenus à celui qui fait le plus de bruit. « On ne peut pas éviter la récupération d'une phrase sortie du contexte, mais quand ce sont nos images qui sont en jeu, on doit rétablir la vérité, très clairement. » Outre les têtes d'affiche, les équipes digitales font donc pleinement partie du dispositif

d'une rentrée politique très dense. Politik Péyi a ouvert le bal le 13 octobre avec le Congrès des élus, ses objectifs et son fonctionnement, « parce que la population a besoin de comprendre ce qui se joue, explique Corinne Jean-Joseph. Suivront des thématiques spécifiques aux mairies (la gestion de l'indivision, la sécurité dans les communes, etc.) ». Toutes seront débattues, mais surtout expliquées avec des experts.

Une année charnière

En radio comme en télé, le calendrier électoral va imposer à la chaîne endurance et rigueur. Aussi habitués soient-ils à mener la danse, les trois confrères du service public entament la saison avec concentration et responsabilité. « Il faut toujours faire attention de ne pas glisser dans une posture ou tomber dans la caricature du débat : est-ce que c'est le journaliste qui a raison ? Est-ce que c'est l'invité qui a raison ? », résume Mike. À la 1ère, « nous nous mettons en scène pour mieux nous effacer et laisser la place à l'information », décrit Corinne Jean-Joseph, à l'opposé des journalistes d'opinion qui prospèrent sur les chaînes d'information continue. À une époque friande de clivages et de vérités préconçues, dominée par des réseaux sociaux « où les règles de temps de parole fixées par l'ARCOM ne sont pas respectées », souligne Alain Petit, on comprend que cette programmation de rentrée veut sauvegarder un espace vital de débat, de compréhension et d'information. Une grille aux airs de profession de foi... avec le chemin de croix qui va avec ? « On va faire de notre mieux », sourit Mike Irasque.

SARA, SOCIÉTÉ À MISSION : UN ENGAGEMENT RESPONSABLE AU SERVICE DES TERRITOIRES



Collecte de jouets au Kiwanis Club Arc-En-Ciel, représenté par Annick Ambroise

Depuis 2023, SARA est devenue la 1^{ère} société à mission des Antilles-Guyane. Elle s'est donnée comme raison d'être : Fournir des énergies conventionnelles et innovantes, au service de l'écodéveloppement des territoires Antillais et Guyanais. Cela signifie qu'au-delà de ses missions industrielles, SARA porte une vision ambitieuse de son rôle sociétal dans les

territoires : contribuer au développement durable, renforcer la résilience énergétique locale, soutenir l'emploi, l'insertion, l'innovation. SARA franchit une nouvelle étape en intégrant pleinement les enjeux sociaux, environnementaux et territoriaux à sa stratégie d'entreprise.

Notre feuille de route : véritable boussole de nos actions

Pour donner un cap clair à cet engagement, SARA s'appuie sur sa feuille de route RSE construite autour de trois priorités :

- Réduire notre empreinte environnementale
- Offrir un cadre sûr et stimulant à nos collaborateurs
- Contribuer à une société plus vertueuse.

C'est dans cette troisième orientation que s'inscrit la contribution de SARA à l'économie sociale et solidaire.

Des actions qui contribuent à une solidarité active

Chaque année est marquée par la volonté des équipes de SARA de porter des actions solidaires, avec l'envie de faire leur part.

Parmi elles :

- Des collectes de livres pour les écoles,
- Des collectes de denrées pour la Banque Alimentaire de Martinique (juin et décembre),
- Une collecte de jouets pour les enfants, en partenariat avec le Kiwanis,
- Un après-midi de partage avec les enfants hospitalisés au Carbet, un moment fort en émotion.

SARA soutient aussi des initiatives menées par des associations locales :

- La collecte de lunettes avec le Lions Club de Rivière-Salée,
- La distribution de repas aux personnes démunies, le dimanche pour l'association France Action Humanitaire.

L'économie sociale et solidaire : un moteur pour les territoires

L'ESS, c'est une autre façon de penser l'économie : plus humaine, plus ancrée, plus responsable. Elle repose sur des valeurs de coopération, de justice sociale et de respect de l'environnement.

Pour SARA, s'y engager, c'est reconnaître son rôle au-delà de ses activités industrielles. C'est contribuer à renforcer les liens, à soutenir ceux qui agissent et à encourager les initiatives solidaires.

L'engagement des salariés, au cœur de notre démarche Rien ne serait possible sans l'implication des collaborateurs de SARA. Leur mobilisation, souvent discrète mais constante, donne vie aux engagements de l'entreprise. Ils le font par conviction, dans un esprit de solidarité qui dépasse les murs de SARA. Et c'est aussi cela, être une société à mission. Un grand merci à eux.



Des collaborateurs engagées de SARA



17 boulevard de la Pointe
BP 2039
Z.I. Jarry CEDEX
97122 Baie-Mahault - Guadeloupe
Tél : 05 90 38 13 13

Docteurs et chercheurs

Que cherchez-vous ?

Réponses courtes et précises des jeunes chercheurs et docteurs de l'université des Antilles-Guyane.

Texte Sarah Balay - Photo Lou Denim

Gaëlle Brulu

Comment l'expérience se mue en compétence ?

Quel est l'intitulé de votre thèse ?

La face cachée de l'emploi de chargée d'attribution : des compétences professionnelles spécifiques par l'expérience des situations de travail.

Quand et où avez-vous soutenu ?

J'ai soutenu ma thèse à l'université des Antilles (pôle Martinique), en mars 2024.

Si vous deviez résumer vos travaux en une seule phrase ?

Ma thèse valorise le travail des professionnelles chargées des dossiers de demande de logement social en Martinique.

Quelles sont les applications concrètes de votre étude ?

Mes travaux mettent en lumière la richesse et la complexité du métier de chargé d'attribution en Martinique. À mi-chemin entre travail social et immobilier, ces professionnelles instruisent les demandes de logements sociaux. Elles évoluent dans un environnement dynamique où il est difficile de figer stricto sensu des règles d'actions communes pour toutes les tâches. Ma recherche part d'un questionnement : comment apprennent-elles à exercer sans formation ni diplôme spécifique ? Peut-on parler de modèle d'expertise ? Ma thèse éclaire la spécificité de cet emploi, les apprentissages en situation de travail, les stratégies d'adaptation des professionnels et la nécessité de dispositifs de formation adaptés. Je formule aussi des propositions pour accompagner l'évolution de cette fonction clef pour les bailleurs et leurs clients.

Que faites-vous aujourd'hui ?

En juin 2025, j'ai remporté le concours Ma thèse en manga, organisé par l'UA et le CNRS*. Cet événement illustre bien mon engagement à rendre la recherche



accessible. Je mène de concert une activité de recherche universitaire et une pratique professionnelle : salariée d'un bailleur social, j'explore le développement des compétences dans les métiers de service. Après ma soutenance, j'ai intégré un projet de CY Cergy Paris Université sur la montée en compétences des travailleurs sociaux auprès d'adultes en situation de handicap, pour améliorer leur formation et l'insertion des bénéficiaires.

Depuis décembre 2024, je suis chercheuse associée au CRILLASH, centre de recherche interdisciplinaire en lettres, langues, arts et sciences humaines, sur le pôle Martinique de l'UA. Attachée à croiser théorie et pratique, j'ambitionne d'écrire des articles scientifiques dans le champ des sciences de l'éducation et de la formation, d'organiser des journées d'études scientifiques, de participer à des colloques et de collaborer avec d'autres chercheurs.

*CNRS : centre national de la recherche scientifique.



NOUVEAU CLA
100% ÉLECTRIQUE
JUSQU'À 790 KM D'AUTONOMIE⁽¹⁾
Recharge jusqu'à 325 km en 10 min⁽²⁾



Mercedes-Benz Socaumar c/o Autos GM Acajou - Le Lamentin

Nouveau CLA avec technologie EQ | (1) Autonomies électriques : 672-791 km (cycle combiné WLTP) / 768-922 km (cycle urbain WLTP). Consommations électriques : 12,2-14,7 kWh/100 km (cycle combiné WLTP) / 10,4-12,9 kWh/100 km (cycle urbain WLTP). Émissions de CO₂ : 0 g/km (cycle mixte WLTP). (2) Sur borne de charge rapide DC avec tension d'alimentation de 800 V. Modèle présenté : CLA 250+ Limited Edition, avec peinture métallisée rouge Patagonie, AMG Line Plus, Pack Premium, Pack sport Black et Artico / Microfibre blanc.



Au quotidien, prenez les transports en commun. #SeDéplacerMoinsPolluer

MADAME LA PRÉSIDENTE

Fatou Faye est présidente de l'association « De la Martinique aux grandes écoles ». Malgré un emploi du temps sous pression, la jeune normalienne, qui exerce en tant que juge d'instruction au tribunal judiciaire de Fort-de-France, s'engage bénévolement pour aider les élèves martiniquais à viser l'excellence.

Texte Alix Delmas – Photo Jean-Albert Coopmann

Fatou Faye témoigne de ses choix d'orientation afin de lever les obstacles psychologiques mais aussi financiers qui peuvent conduire des étudiants à renoncer aux filières sélectives. « Avec les autres membres de l'association, j'interviens dès que je le peux dans des lycées et classes préparatoires pour montrer que c'est possible. Si vous avez de bonnes notes, ne vous censurez pas, visez haut », assure-t-elle déterminée.

De la Martinique aux grandes écoles

Elle le sait. « Partir a été un débat. C'était loin d'être évident. Ma mère, tout en m'encourageant, s'est légitimement posé la question du coût de mes études post-bac dans l'Hexagone, qui plus est, pour une matière que je ne connaissais pas, le droit n'étant pas enseigné au lycée. La prépa que je visais n'existait pas ici, je savais au fond de moi que c'était le bon choix. J'ai aussi eu la chance d'être boursière », explique la jeune juge de 28 ans.

Un parcours exemplaire

Fatou Faye grandit dans le sud de l'île. Au départ, elle veut être avocate. Âgée de 14 ans, elle assiste, accompagnée de sa mère aux audiences de comparution immédiate dans ce même tribunal où elle exerce aujourd'hui. C'est un déclic, elle sera juge, celle qui décide. Pour y parvenir, elle connaît un parcours sans faute : Bac scientifique mention très bien au lycée de Bellevue, classes préparatoires D1 de droit, économie et gestion à Lyon puis suivent l'École normale supérieure de Rennes (la seule ENS spécialisée en droit) et l'École nationale de la magistrature (ENM). Fatou Faye prête serment le 7 février 2020.

Une volonté de fer

Lors de ses études à l'ENM, elle souhaite rentrer en Martinique pour effectuer son stage. Elle apprend avec étonnement qu'aucun tribunal outre-mer n'accueille les auditeurs de justice. Un paradoxe quand on sait que ces tribunaux sont en tête de liste pour les ouvertures de postes en sortie d'école. Elle lance alors une pétition avec deux amies de l'ENM,

l'une Guadeloupéenne et l'autre Guyanaise pour demander l'accueil des stagiaires dans les tribunaux de Fort-de-France, Basse-Terre, Pointe-à-Pitre, Cayenne, Mamoudzou et Saint Denis de la Réunion. Elles réunissent les signatures de plus de la moitié des élèves dans leur promotion, qui en compte alors 300. Une impulsion certaine, car depuis les choses ont changé. En 2024, le tribunal judiciaire de Fort-de-France accueillait ses premiers auditeurs de justice en stage juridictionnel.

Comme un clin d'œil à sa détermination, c'est cette même année, en juin, que Fatou Faye a obtenu sa mutation à Fort-de-France après une première affectation à Metz : « C'était déjà une vocation mais, en étant juge d'instruction ici en Martinique je me sens encore plus utile, le fait de pouvoir comprendre le créole, avoir les mêmes repères socioculturels que ceux que je convoque, c'est pour moi une grande fierté ».

« Ne vous censurez pas, visez haut ! »

Trois amis basques ont dressé le constat que plus de deux tiers des effectifs des grandes écoles provenaient d'établissements d'Île de France. Ils ont donc décidé de créer en 2013 du « Pays basque aux grandes écoles » afin d'agir pour l'égalité des chances et le développement des territoires. Aujourd'hui ce sont 60 associations locales regroupées au sein de la fédération « Des territoires aux grandes écoles » parmi lesquelles « De la Martinique aux grandes écoles », « De la Guadeloupe aux grandes écoles » et « Guyan'Envol aux grandes écoles » qui luttent contre l'autocensure conjuguée au manque d'informations et aux difficultés financières qui empêchent de nombreux lycéens ultramarins d'intégrer des cursus sélectifs. Pour en savoir plus sur l'association martiniquaise : martinique@dtge.org



Numérique

LA CONNECTIVITÉ, LEVIER DE COMPÉTITIVITÉ

Digicel Business accompagne la transformation numérique des entreprises et collectivités des Antilles françaises, de la Guyane, de la Réunion et de Mayotte. Sa force : allier expertise technologique, ancrage local et accompagnement de proximité.

Texte Marie Ozier-Lafontaine - Photo Lou Denim, Jean-Albert Coopmann

« Chez Digicel Business, nous relevons un double défi : délivrer des solutions de pointe tout en les adaptant aux réalités locales », indique Astrid Dollin, directrice BtoB des entités françaises du groupe. Concrètement, cela signifie proposer aux organisations des réseaux fiables et sécurisés, dimensionnés selon leurs besoins.

La gamme des offres du groupe est large. Tout d'abord, les solutions d'accès internet, qui reposent désormais essentiellement sur la fibre optique, aujourd'hui généralisée sur nos territoires. Aussi, le groupe propose des réseaux privés sécurisés aux organisations implantées sur plusieurs sites, garantissant la transmission de leurs données à l'abri des vulnérabilités d'internet. « Côté téléphonie, nos offres évoluent elles aussi, avec, notamment, la mise en place de standards hébergés sur notre cloud, gérés et maintenus par les équipes techniques », précise la directrice. Dès cinq utilisateurs, les entreprises, même les plus petites, bénéficient de services professionnels : accueil personnalisé, messagerie vocale, redirections d'appels.

Pour répondre au besoin de sécurité et de continuité de service, Digicel Business fournit de l'espace de stockage de données, dans un environnement sécurisé, au sein de ses data centers régionaux. « Avec un hébergement local, les entreprises conservent l'accès à leurs données, même en cas d'incident majeur », précise Astrid Dollin. Digicel

Business accompagne également ses clients dans le renforcement de leur cybersécurité, enjeu vital pour protéger leurs activités et leurs données sensibles. Enfin, le groupe développe des solutions M2M IoT

(Machine to Machine Intranet of Things) dédiées à la connectivité des objets, ouvrant la voie à des usages innovants, de la logistique intelligente à la gestion technique des équipements.



Astrid Dollin, directrice BtoB des entités françaises du groupe



Sébastien Pamela, chef de produit M2M & IOT et Audrey Fardin, responsable pôle ingénierie avant-vente

Un partenaire de proximité

Cette capacité technique repose sur un ancrage fort dans chaque territoire. « Nous ne vendons pas un simple catalogue, insiste Astrid Dollin. Nous co-construisons des solutions sur mesure avec nos clients ». Les équipes commerciales, d'ingénierie et de support sont présentes localement et disponibles

sept jours sur sept. Parcours d'activation, appels de bienvenue, suivi proactif de la satisfaction : la relation client est placée au cœur du service. « Notre mission est claire : accompagner les organisations dans leur développement, en assurant fiabilité, performance et proximité », conclut Astrid Dollin.

OBJETS CONNECTÉS : EFFICACITÉ ET ÉCONOMIES

SÉBASTIEN PAMELA, CHEF DE PRODUIT M2M & IOT

« L'internet des objets se déploie dans des usages concrets : compteurs d'eau intelligents, suivi de camions et conteneurs, surveillance d'équipements industriels, éclairage public, télé-médecine... Derrière ces applications, le principe est simple : des cartes SIM M2M assurent la connectivité entre les objets, et une plateforme logicielle permet de superviser les données, de géolocaliser ou de recevoir des alertes. Nous sommes aujourd'hui le seul opérateur régional à proposer une data M2M illimitée. Cela élimine le risque de surcoût lié aux pics de consommation. Pour une collectivité, un industriel ou une PME, le bénéfice est double : réduire les interventions humaines et fiabiliser les données, pour des économies d'échelle immédiates. L'IoT est un véritable outil de performance. »

Cybersécurité : protéger le réseau et les utilisateurs

AUDREY FARDIN,
RESPONSABLE PÔLE
INGÉNIERIE AVANT-VENTE

« Hôpitaux, collectivités, entreprises privées : nos territoires subissent aujourd'hui des ransomwares (demandes de rançon), des vols de données ou la paralysie complète des systèmes. Nous avons donc développé une double approche : une protection native de notre cœur de réseau, complétée par des solutions sur mesure – firewalls physiques ou virtuels, antivirus certifiés auprès de partenaires de renommée internationale comme Fortinet, Check Point ou Stormshield (constructeur certifié ANSSI), filtrage d'URL pour la maîtrise des usages internet au sein de l'entreprise. La majorité des attaques proviennent d'erreurs humaines : un mail frauduleux ouvert, un lien malveillant cliqué. C'est pourquoi nous mettons aussi l'accent sur la formation et la sensibilisation. Et nous accompagnons les entreprises dans la recherche de financements publics, souvent méconnus. Aujourd'hui, la cybersécurité n'est plus une option, mais une condition sine qua non de pérennité. »

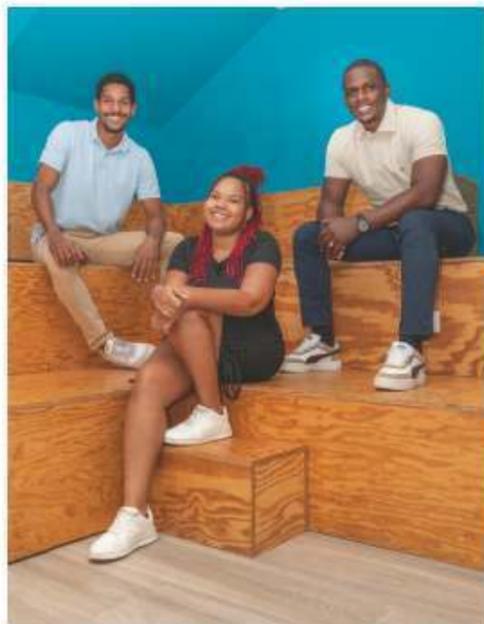
Numérique

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

AU SERVICE DES ENTREPRISES

Au quotidien, nos gestes banals d'achat ou de communication nous rappellent la place qu'a prise la technologie digitale dans notre société et singulièrement en Martinique. Depuis 2019, **Martinique Digitale**, sous la présidence de Roland Ratenan, s'est donnée pour mission de fédérer les acteurs du numérique. Objectif : permettre l'essor des entreprises à travers le développement du numérique et de l'innovation.

Texte Thomas Thurar - Photo Jean-Albert Coopmann



Timothée Augier de Moussac (Lokaphone), Aurélie Corolus (CRL consulting) et Ritchy Flerlag (AUTOPIEC)

Digitalisation de la société, la marche forcée

La Martinique n'y échappe pas, à l'instar du reste de la planète, la technologie numérique s'est invitée dans l'activité des entreprises et il n'y a pas de retour en arrière, nous indique Marwane Bejgane, le président de la commission French Tech au cœur de Martinique Digitale : « La Martinique doit suivre l'évolution technologique si

elle veut maintenir sa productivité et donc sa compétitivité ». Martinique Digitale s'est donc constituée un réseau, une communauté pour faciliter l'adoption et le déploiement de la digitalisation des entreprises. Toutefois, si le développement passe désormais par le numérique, il peut s'obtenir aussi par l'innovation.

La French Tech un écosystème aux services de l'innovation

C'est ici qu'intervient le Label French Tech, animé et porté par Martinique Digitale, auprès de porteurs de projets innovants. La French Tech est le « couteau suisse » qui permet à un porteur de projet qui a créé une innovation d'avoir les clés pour surmonter les étapes suivantes. La French Tech offre la possibilité d'entrer en contact avec des professionnels qui ont les compétences susceptibles d'aider le porteur de projet à rendre sa société rentable, pérenne grâce à son écosystème de partenaires.

Un Tremplin pour équilibrer les chances

Pour accompagner, les projets innovants et leurs créateurs, La French Tech propose un programme d'aide dénommé Tremplin qui s'adressent aux jeunes résidant dans des quartiers prioritaires ou

qui bénéficient du RSA (Revenu de Solidarité Active), entre autres. En 2024, 3 projets ont été sélectionnés : AUTOPIEC, une plateforme en ligne qui facilite la vente de pièces détachées automobile ; Lokaphone qui offre une solution complète de gestion de flotte de téléphones, tablettes et ordinateurs via la location pour les particuliers et professionnels avec une démarche écoresponsable et enfin, CRL Consulting qui, avec son projet Jeun'avertis, sensibilise les mineurs aux dangers du numérique. Les lauréats peuvent recevoir jusqu'à 50 000 € d'aides.

Le Village By CA Martinique-Guyane : un écosystème au service de l'innovation

Cet accompagnement est opéré concrètement au sein du Village By CA Martinique-Guyane. Porté par Jean-Yves Labonne (Maire et Responsable) et Harold Crico (Startup Manager), le Village est un accélérateur pour les candidats à l'innovation. En 5 ans, près de 60 startups locales ont été accompagnées. La prochaine campagne d'appel à projet de l'innovation French Tech Tremplin va démarrer début novembre. Vous avez une idée innovante ? Tenez-vous près !

Allianz



Une meilleure rentabilité

Vous nous faites confiance pour assurer vos biens, votre famille ou votre activité. Allianz, ce sont aussi des placements financiers et des solutions adaptées à vos capacités et vos attentes pour offrir une meilleure rentabilité à votre épargne. **Rendez-vous en agence Allianz ou sur [outre-mer.allianz.fr](https://www.outre-mer.allianz.fr)**



Document à caractère publicitaire
Allianz Vie - Entreprise régie par le Code des assurances - Société anonyme au capital de 681.879.255 euros - Siège social : 1 cours Micheléet - CS 30051 - 92076 Paris La Défense Cedex - 340 234 962 R.C.S. Nanterre



URBANISME NOUVELLE GÉNÉRATION, NOUVELLES NORMES

Penser l'habitat de demain impose d'imaginer de nouvelles méthodes et techniques d'aménagement adaptées à notre climat tropical. À quelques semaines de la COP30, zoom sur une génération de professionnels engagés et ambitieux.

© Getty Images - Basse-Terre

— DOSSIER

CHANGER LES RÈGLES DU JEU

Texte Floriane Jean-Gilles



Du 10 au 21 novembre, la COP 30 de Belém servira-t-elle de caisse de résonance aux réflexions autour du comment construire en milieu tropical ?

En matière d'actions face au changement climatique, la COP21 fait date avec, pour héritage, l'accord de Paris sur le climat qui engage tous les États* à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre et à limiter « l'augmentation de la température moyenne mondiale bien en dessous de 2 °C ». Sur nos territoires, les conséquences du réchauffement climatique sont nombreuses : inondations, montée des eaux, recul du trait de côte, catastrophes naturelles. 10 ans plus tard, les dirigeants du monde entier se réunissent à nouveau pour sauver le climat, à Belém, du 10 au 21 novembre. Les efforts des uns et des autres pour

obtenir une déclaration commune seront légion. Parmi les sujets qui seront discutés : l'architecture, la manière de construire nos habitats et nos infrastructures seront mises à l'ordre du jour par la Fédération panaméricaine des associations d'architectes. À quelques semaines de la grand-messe internationale du climat, nous avons interrogé David Fontcuberta, vice-président de l'Ordre des architectes de Martinique et vice-président, pour la région Caraïbe, de la Fédération panaméricaine des associations d'architectes, quant à la nécessité d'un habitat plus en adéquation avec nos géographies.

« C'est le moment de réparer »

« Nous sommes déjà dans l'adaptation, et plus, dans la résilience, affirme David Fontcuberta. C'est une lente évolution, mais elle est en marche. Nous tendons peu à peu à nous libérer de la logique des années 1980, qui consistait à démolir pour reconstruire. La construction est res-

ponsable de 30 à 40 % des émissions de CO₂ dans le monde. La réutilisation des matériaux et la rénovation sont donc plus intéressantes à tous les niveaux, social, économique, environnemental et culturel ». À ce titre, en France, la loi AGEC du 10 février 2020, relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire, prévoyait déjà 4 dispositions dans le secteur du bâtiment pour encourager le réemploi, la réutilisation et le recyclage des matériaux de construction.

Et ce n'est pas le seul paradigme à repenser, c'est aussi, pour l'architecte, le moment de réparer. « Même si nous ne sommes pas encore dans la phase des solutions concrètes, plusieurs réalités s'imposent : la vulnérabilité du logement caribéen face aux aléas climatiques, la notion de propriété et de souveraineté, l'impératif de créer des villes plus compactes et plus respectueuses de la nature ou encore la sobriété énergétique. La standardisation n'est donc pas la solution. » Surtout, si ces standards sont des modèles européens qui ne correspondent ni à

notre climat ni à notre géographie. « Le mouvement moderne d'après guerre, poursuit-il, a popularisé l'idée de construire des nouvelles villes et de nouveaux pôles. Ces extensions urbaines ont eu plusieurs conséquences très coûteuses, comme le prolongement des réseaux de transport ou le déploiement de la voirie. Il en a résulté que les nouveaux centres urbains sont globalement plus pauvres et moins bien équipés que les villes initiales ». De cette période de globalisation résulte le fait qu'on a oublié de construire pour un contexte donné, alors même que cet environnement social, géographique et climatique est primordial quand on parle d'architecture et plus largement d'aménagement du territoire. David Fontcuberta poursuit, « l'architecte n'est qu'un des instruments de l'orchestre, à ses côtés il y a l'anthropologue, l'ingénieur, l'urbaniste, le médiateur social et bien d'autres professionnels. La collaboration est essentielle. Nous devons, par exemple, baisser notre consommation de ressources, cela suppose de parler innovation

technologique (avec des matériaux qui résistent mieux à la chaleur), d'étudier les techniques de ventilation naturelle pour améliorer la température d'un espace sans climatisation (en créant des espaces de transition), en revenant parfois aux savoir-faire d'autrefois pour trouver un équilibre. L'architecte doit anticiper ces questions ».

Construire une coopération durable

Du 10 au 21 novembre prochain, une délégation antillo-guyanaise portera sa voix à Belém. Si une coopération entre l'Ordre des architectes de Guyane et les villes frontalières du Brésil et du Suriname existe déjà, l'Ordre national entend confirmer son engagement pour une coopération durable à la COP30. Un projet en trois axes que nous précise David Fontcuberta : « sur le plan académique, un partenariat est noué entre l'ENSA Paris-Belleville et l'UFPA au Brésil, dans le cadre d'une résidence d'étu-

dians de 4 mois. Ils travaillent en collaboration à la conception d'un prototype d'architecture amazonienne, il s'agit d'une maison sur pilotis inondable qui sera exposée pendant la COP30 puis déplacée après la Convention pour être mise à disposition des communautés. Sur le plan institutionnel, nous travaillons à la rédaction d'un plaidoyer sur le rôle de l'architecture face aux défis climatiques, en 16 objectifs, qui sera également présenté à Belém. Sur le plan professionnel, pour finir, il s'agit de renforcer les liens entre les architectes de la Caraïbe, de la Guyane et des Amériques qui sont confrontés aux mêmes défis ». La Conférence de 2025, au Brésil, est donc une nouvelle occasion de présenter les principes d'une architecture durable en mettant au centre du jeu l'expertise de professionnels issus des territoires les plus concernés.

* À l'exception de l'Iran, de la Libye, du Yémen et des États-Unis. Le retrait de l'accord de Paris des États-Unis, annoncé en janvier dernier, sera effectif en janvier 2026.

REPENSER L'URBANISME EN CONTEXTE TROPICAL

Rencontre avec une nouvelle génération de professionnels formés, à l'université, en Martinique et en Guyane.

Texte Sarah Balay



Améliorer l'organisation du territoire

Alann Metella, regrette le manque d'infrastructures pensées pour la Guyane. Il rêve de s'impliquer dans l'aménagement du territoire pour améliorer concrètement la vie des habitants.

Ambitieux, volontaire et visionnaire, Alann Metella, originaire de Rémire-Montjoly, n'a que 21 ans, mais déjà les idées claires. Pour lui, la Guyane souffre d'un

manque d'aménagements à la hauteur des besoins : des routes saturées autour de Cayenne, un déséquilibre entre le littoral très peuplé et l'intérieur des terres sous-exploité, sans oublier les contraintes liées à l'humidité et à la chaleur. Autant de défis qu'il rêve de relever en participant « à des projets concrets qui améliorent l'organisation du territoire et la qualité de vie de la population ». Son objectif : devenir conducteur de travaux et contribuer à bâtir des structures modernes, solides et durables. « Le véritable challenge, avance Alann, est de concevoir des projets en tenant compte de nos réalités locales : climat, sols, risques naturels, mais aussi la forte croissance démographique. Pour y parvenir, il est essentiel d'impliquer dès le départ, et davantage, les acteurs locaux ».

Alann a construit son parcours en combinant connaissances et expériences terrain. Après un BTS travaux publics, il a validé, en juin, une licence professionnelle en Génie civil et métiers de la construction proposée par l'université de Guyane et réalisée en alternance avec l'entreprise de travaux publics Ribal TP à Cayenne. Aujourd'hui, il poursuit un master en génie civil pour approfondir ses compétences. « J'ai choisi cette licence parce qu'elle offre une formation complète, à la fois théorique et pratique : conception, calculs, gestion de chantier », explique Alann.

Une expérience bien calibrée qui lui offre un regard averti sur les innovations qui pourraient améliorer les pratiques locales. « J'aimerais voir un usage plus important des matériaux biosourcés ou recyclés et des techniques de construction modulaires (assemblage de bâtiments préfabriqués N.D.L.R.), déjà utilisées ailleurs. Elles pourraient être très efficaces ici, pour gagner du temps, réduire les coûts et mieux adapter les projets à notre environnement tropical. » Jeunesse oblige, il se projette dans l'avenir avec optimisme. « Dans dix ou vingt ans, j'imagine les Antilles-Guyane avec des infrastructures pensées pour résister aux défis climatiques tout en améliorant le quotidien des habitants. Des territoires modernes, mieux organisés, qui deviennent une référence en matière d'aménagement tropical. »

« Intégrer les réalités sociales dans la conception de projets urbains »

Juriste de formation, **Hélène Scholastique** a choisi l'aménagement du territoire pour avoir un impact durable et concret sur la vie des citoyens. À ses yeux, les véritables enjeux résident dans la capacité des territoires à anticiper et à s'adapter aux mutations climatiques, sociales et environnementales.

Installer des bancs publics à l'ombre des arbres, près d'une rivière, pour offrir calme et fraîcheur aux badauds... Derrière la simplicité du projet se cachent, en réalité, une analyse fine et un travail de conception exigeant. Pour Hélène Scholastique, chargée de mission mobilité durable et qualité de l'air à la mairie de Saint-Esprit en Martinique, tout aménagement urbain requiert un diagnostic territorial permettant d'identifier l'ensemble des aléas naturels. « Il serait intéressant, par exemple, que cet espace ait une bonne exposition aux vents et soit orienté de telle sorte qu'il n'y fasse pas trop chaud à partir de midi, explique-t-elle. Qu'il soit en hauteur, si une rivière passe à proximité pour éviter la destruction des matériaux en cas de violentes inondations. Il serait aussi pertinent de prévoir différents aménagements comme des carbetts, à la fois pour s'abriter des pluies soudaines et parce qu'ils occupent une place culturelle et sociale importante. L'espace devrait, par ailleurs rester accessible à tous ». Autant d'axes de réflexion et d'étude qu'Hélène a su approfondir grâce au DU Urbanisme et architecture en contexte tropical multi-aléas.

« Cette formation me permet de compléter un parcours essentiellement axé sur le droit de l'environnement et de l'urbanisme, via un master obtenu à Lyon, précise-t-elle. Le DU forme des professionnels capables de gérer un projet d'aménagement de A à Z tout en tenant compte des spécificités et contraintes tropicales. Plus que jamais, une nécessité ». Son mémoire portera d'ailleurs sur les enjeux d'une gestion intégrée des aléas naturels pour les projets urbains des collectivités territoriales.

À ce titre, Hélène Scholastique estime que de nouveaux aléas sont désormais à prendre en considération. « Le risque hybride (industriel et naturel) des échouements de sargasses, l'érosion côtière (27 communes littorales

en Martinique) et les glissements de terrain prennent de l'ampleur et demeurent particulièrement dangereux pour les territoires, avance-t-elle. Ces phénomènes ne vont certainement pas s'arranger avec le temps et doivent désormais être intégrés dans la planification urbaine au même titre que les cyclones ou les séismes. Les aménagements doivent donc être conçus pour protéger au mieux les vies humaines, grâce à leur localisation, leur orientation, leur structure et leurs matériaux. Le DU nous apprend à anticiper ces problématiques sur 10 à 20 ans et à en prévoir leur évolution. »

Outre les aléas climatiques et naturels, Hélène considère de nombreux autres défis attendent les territoires. « L'un des principaux réside dans l'intégration des réalités sociales à la conception des projets urbains : le départ massif des jeunes vers l'Hexagone entraîne un vieillissement de la population et l'urbanisme doit pouvoir y répondre. La création de résidences intergénérationnelles, y compris par la réhabilitation de bâtiments existants, apparaît ainsi comme une solution pertinente. Un autre enjeu majeur est l'utilisation de matériaux locaux et biosourcés, tels que l'argile, la pierre ou encore le bois, tout en veillant à la préservation de ces ressources. »



L'urgence climatique, une occasion de construire ensemble des décisions durables

Forte d'une pratique riche de nombreux projets, **Astrid Siniamin-Rodap**, maître d'œuvre, experte amiable et architecte d'intérieur, élargit son champ d'action pour penser le territoire dans sa globalité.

À Fort-de-France, trois décennies d'expérience font d'Astrid Siniamin-Rodap une référence en architecture d'intérieur, maîtrise d'œuvre et expertise amiable. Son parcours l'a conduite à accompagner aussi bien des particuliers que des entreprises, de la conception d'espaces de vie à la gestion complète de chantiers. Depuis cinq ans, elle a choisi d'élargir son horizon en proposant du consulting en architecture, urbanisme et environnement. Cette évolution traduit une conviction profonde : pour répondre aux défis contemporains, il faut dépasser la seule échelle du bâtiment et réfléchir aux dynamiques territoriales. C'est donc dans cette perspective qu'elle a intégré cette année le DU Urbanisme et architecture en contexte tropical multi-aléas, proposé sur le pôle Martinique de l'UA. « Intégrer cette formation est une manière de développer une expertise intellectuelle et méthodologique afin de contribuer à des politiques territoriales plus cohérentes, résilientes et justes », explique-t-elle.

Selon elle, « l'aménagement est un levier pour penser autrement nos villes, nos infrastructures et nos usages. Il structure ainsi la cohésion sociale et conditionne la résilience de nos territoires face aux crises ». Le DU lui a, entre autres, permis d'intégrer une dimension essentielle dans le contexte du dérèglement



climatique : le diagnostic territorial. « Il s'agit de croiser des données techniques, économiques, humaines et culturelles, précise Astrid. Ce travail ne se limite pas à une analyse froide, il révèle les forces et les fragilités d'un territoire, identifie les priorités et construit une vision stratégique commune ».

En Martinique, les vulnérabilités sont particulièrement visibles. « Nous avons, par exemple étudié les forces et faiblesses de certaines communes, raconte Astrid. À Fort-de-France, le quartier Trénelle illustre bien ces risques : bâti "en coup de main" sur le flanc d'un morne, il est menacé par les glissements de terrain et exposé aux cyclones comme aux séismes. »

Astrid s'est également familiarisée avec des outils fondamentaux comme les SIG, systèmes d'information géographique. « Ces outils permettent de superposer des données variées – réseaux, mobilités, risques naturels, équipements publics, données socio-économiques – et d'en tirer des scénarios d'aménagement cohérents. Ce sont des bases objectives, lisibles et partageables qui soutiennent la décision politique », poursuit-elle.

Un socle indispensable pour affronter le grand défi caribéen, à savoir concilier, dans un même mouvement, développement économique, justice sociale et durabilité environnementale.

« Trop souvent, les décisions sont prises dans l'urgence, projet par projet, sans vision globale, et cela a pour conséquence des incohérences avec des zones mal desservies, des espaces dégradés, le gaspillage de ressources, et surtout un sentiment d'injustice pour les habitants », avance la consultante. Selon elle, une planification « rigoureuse et partagée » est une solution. Rigoureuse, parce qu'elle s'appuie sur un diagnostic solide. Partagée, parce qu'elle doit associer tous les acteurs concernés : élus, techniciens, habitants, acteurs économiques et associatifs, via des espaces de dialogue

structurés et réguliers comme des ateliers citoyens, des concertations publiques ou des plateformes numériques participatives. Cette coconstruction donne de la légitimité aux décisions et permet d'anticiper les besoins réels plutôt que de subir les urgences. En un mot, « instaurer une gouvernance participative régulière, pour faire de l'urgence climatique une occasion de construire ensemble des décisions durables ».



Déplorant des décisions souvent prises dans l'urgence, projet par projet, sans vision globale, Astrid Siniamin-Rodap, plaide pour des espaces de dialogue structurés et réguliers comme des ateliers citoyens, des concertations publiques ou des plateformes numériques participatives.

« La nécessité d'une innovation constante »

Désireux d'impacter positivement son territoire et la vie de sa population, **Matthieu Pallud**, s'est lancé sur la voie de l'aménagement du territoire avec énergie et altruisme. En tant que futur aménageur, il entend « transformer les contraintes en véritable opportunité ».

Renouer avec un rêve perdu... C'est guidé par cette ambition que Matthieu Pallud, 22 ans, en dernière année de master de géographie, a choisi d'intégrer la première promotion du DU intitulé urbanisme et architecture en contexte tropical multi-aléas. « Il y a quelques années, j'avais tenté d'entrer dans une école d'architecture. Cela n'a pas abouti. Mais cette branche est toujours restée une vocation. Ce DU représente donc pour moi une manière d'y revenir. » Séduit par un enseignement riche « en cas pratiques » et particulièrement diversifié – du droit de l'urbanisme et de réglementation, aux risques naturels ou technologiques, en passant par la planification, la cartographie, la modélisation ou encore le dessin –, Matthieu voit dans cette formation une façon de mieux appréhender son futur métier et d'en mesurer pleinement les enjeux. « J'ai choisi l'aménagement du territoire pour la diversité de domaines qu'il mobilise – cartographie, urbanisme, paysage, sociologie... –. Mais ce sont surtout mes convictions qui m'ont guidé : je veux contribuer à améliorer la qualité de vie, en particulier celle des Martiniquais, et mettre en lumière les richesses que nos territoires tirent de leurs spécificités géographiques. » Son thème de mémoire portera sur la mise en avant et la caractérisation des matériaux géosourcés disponibles en Martinique. Objectif : identifier les gisements et proposer des filières de matériaux pouvant être normalisées afin de favoriser leur utilisation dans le bâtiment. « La Martinique étant un territoire multirisque, précise-t-il, ces matériaux locaux représentent un enjeu majeur pour renforcer la résilience, notamment dans le cadre de l'autoconstruction encadrée qui mobilise la main-d'œuvre de proximité et les ressources disponibles localement. » Selon lui, deux défis majeurs se posent dans l'aménagement du territoire : l'adaptabilité et la transposabilité des normes et réglementations



© Jean-Albert Coopmans

françaises, souvent peu adaptées aux régions insulaires et aux spécificités particulières, ainsi que la nécessité d'une innovation constante face aux défis du changement climatique. Matthieu estime que « le mode de construction doit évoluer dans un monde où les intempéries sont plus fréquentes et plus intenses, où les vagues de chaleur deviennent insoutenables et où la pression foncière ne cesse de croître. Nous devons, en tant qu'aménageurs, transformer ces contraintes en véritable opportunité ». Quant à sa vision de l'avenir de nos territoires en matière d'aménagement, Matthieu se révèle résolument optimiste et ambitieux. « Nous deviendrons de véritables laboratoires biologiques, explique-t-il. Confrontés à de nouvelles problématiques climatiques, d'autres pays pourront s'inspirer de notre expertise pour y faire face. Nos territoires deviendront pionniers dans de nombreuses stratégies d'adaptation et d'aménagement ». Pour illustrer son propos, Matthieu aborde le terrain sensible des algues sargasses, véritable fléau environnemental et sanitaire. « J'ai la conviction que dans 10 à 20 ans, nous aurons la capacité de maîtriser totalement ces vagues d'échouements, espère-t-il. Ces algues brunes pourraient être valorisées, soit en matériaux de construction, soit dans le cadre de stratégies de renforcement des côtes victimes d'érosion. »

De l'aventure à l'expertise

Diplômée en génie métallurgique, **Kassia Hadjaz** quitte, en 2023, son Algérie natale pour la Guyane. Sur place, elle découvre l'univers du BTP et entend mettre son expertise au service du territoire guyanais.

Un regard neuf, une ambition débordante. Kassia Hadjaz, 23 ans, ne connaît la Guyane que depuis deux ans et rêve aujourd'hui d'y insuffler énergie et expertise. En 2023, un master en génie métallurgique en poche, Kassia, originaire de Tizi-Ouzou, en Algérie, décide de poursuivre ses études en France. Elle choisit la Guyane et ses grands espaces, destination, les bancs de la fac en licence mécanique et matériaux. Son ambition ? Travailler en Guyane, après sa licence, dans le domaine du bois. Mais lors de son stage en alternance, effectué chez Eiffage infrastructures, elle a découvert l'univers du BTP. « J'ai voulu aller plus loin et me suis orientée, en 2024, en licence Génie civil et construction en zone tropicale, puis en master Génie civil en 2025, confie-t-elle. L'aménagement du territoire est un domaine fascinant, car il façonne directement la vie des habitants. En Guyane, il y a des défis uniques : l'immensité du territoire, la richesse écologique, mais aussi la nécessité de développer des infrastructures adaptées. Ce qui me passionne, c'est de participer à ce développement, de contribuer à un aménagement durable qui peut servir la population tout en respectant l'environnement. Cette licence m'a permis de renforcer mes compétences techniques, tout en développant une vision plus globale de l'aménagement, avec une prise en compte des enjeux environnementaux, sociaux et économiques ». Plutôt complète, la formation couvre, en effet, l'étude de la réglementation, la planification et la gestion de projets, mais aussi des cas pratiques à partir de cas

existants. « J'ai notamment travaillé sur l'amélioration énergétique d'une maison créole, poursuit Kassia. À partir de données tangibles, des logiciels sont capables de fournir un diagnostic précis et d'avancer des solutions possibles. Dans le cas de cette maison, des alternatives simples pourraient améliorer les choses, comme une isolation du toit, le changement d'appareils ménagers, de nouvelles ouvertures et l'installation de systèmes intelligents capables de gérer la consommation. » Le stage pratique permet aux étudiants d'être directement confrontés à la réalité du terrain, que ce soit dans les études ou sur les chantiers. « J'ai appris que l'aménagement du territoire ne se limite pas à construire : c'est anticiper, dialoguer et trouver un équilibre entre technique, budget et environnement. J'ai acquis des compétences solides au laboratoire, en études et en conduite de travaux, mais aussi une sensibilité au développement durable, qui est essentielle en Guyane ».

Pour son mémoire de master Kassia souhaite travailler sur la conception d'infrastructures résilientes adaptées au climat tropical. « Ici, les pluies intenses, l'humidité et les sols fragiles représentent un vrai défi pour la durabilité des routes et des ouvrages. Mon objectif est de proposer des solutions techniques et organisationnelles qui permettent de construire mieux, plus durablement et en tenant compte du contexte local ». Kassia pense en particulier à l'intégration systématique de matériaux recyclés, l'usage de matériaux biosourcés, ou encore la conception bioclimatique qui permet la réduction des besoins énergétiques des bâtiments.

Toujours en alternance à Eiffage en tant qu'assistante responsable d'études et conductrice de travaux, elle travaille aussi sur des projets plus ambitieux pour la Guyane. « Nous étudions la mise en place, localement, d'une infrastructure de recyclage de verre domestique. L'objectif serait de valoriser cette ressource dans le secteur du BTP, en particulier pour la construction de routes ». Le verre, reconnu pour sa solidité et ses propriétés thermiques, pourrait ainsi devenir un matériau alternatif contribuant à des infrastructures plus durables.



© Christophe Fidoie

Du dessin technique à l'aménagement durable

Entre retour aux sources et projections vers l'avenir, **Kwassy Benetruy** mise sur l'urbanisme tropical pour bâtir autrement en Martinique.



© Jean-Albert Coomann

« Je me suis rendu compte que tout ce que j'avais appris durant mes études, que ce soit dans l'Hexagone ou même en Martinique, ne correspondait pas aux réalités du terrain en zone tropicale, confie Kwassy Benetruy, 28 ans. Ni le DUT génie civil construction durable obtenu à Bordeaux, ni la licence en génie civil suivie en Martinique n'avaient intégré les contraintes

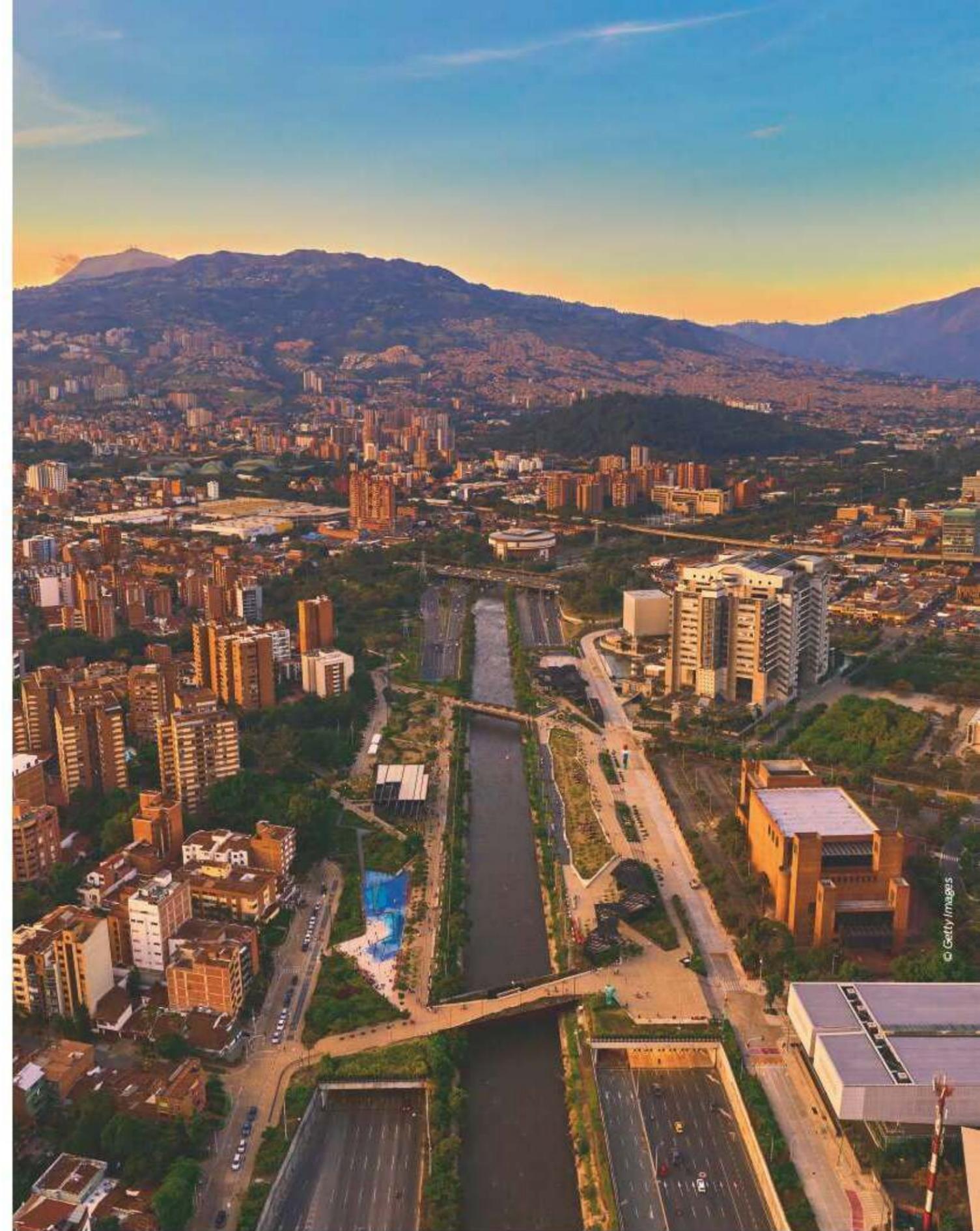
propres à nos territoires : relief accidenté, aléas climatiques et risques naturels ».

L'ouverture du nouveau DU urbanisme et architecture en contexte tropical multi-aléas proposé par l'UA sur le pôle Martinique, arrivait donc à point nommé pour ce jeune homme de retour au pays avec la ferme intention d'y bâtir son avenir. Après quatre années passées à Bordeaux comme dessinateur projeteur*, Kwassy vise désormais le métier qui l'anime depuis toujours : conducteur de travaux. « J'ai toujours rêvé d'un travail de terrain, explique-t-il. Être conducteur de travaux, me permet de suivre un chantier de A à Z tout en assurant la gestion humaine. C'est passionnant ! » Dans le cadre de son DU, Kwassy va effectuer quatre mois de stage au sein du centre territorial d'exploration de la biodiversité de la Martinique (CTEBioM), à Fort-de-France. Il sera chargé de piloter le projet de construction d'un nouveau bâtiment destiné à accroître la capacité d'accueil de l'institut. « Cette mission me réjouit : je serai au cœur des politiques territoriales, en lien avec les élus, et je pourrai voir comment les décisions se traduisent concrètement ». Son mémoire portera d'ailleurs sur ce chantier, avec pour objectif de concevoir un centre de recherche résilient et adapté à son environnement.

Cette formation lui offre donc la possibilité de porter un nouveau regard : penser les projets à l'échelle du territoire plutôt que de se limiter au dessin technique. « Je retiens surtout qu'un territoire est façonné par sa population, elle-même marquée par son histoire. J'ai découvert, par exemple, que l'architecture coloniale recelait déjà des solutions adaptées au climat : maisons fraîches et ventilées grâce à des terrasses entourant l'habitation et à la multiplication des ouvertures. Aujourd'hui, beaucoup de logements sont mal orientés et privés de ces dispositifs, souvent pour des raisons budgétaires, mais cela entraîne au final des dépenses énergétiques accrues pour les rafraîchir. »

En matière de résilience, Kwassy estime que la question des infrastructures routières est cruciale. « Un réseau mal pensé ne crée pas seulement des embouteillages, il peut isoler rapidement des populations en cas de crise. Pour les décennies à venir, je préconiserais des solutions hybrides entre le routier et le ferroviaire. Par exemple, transformer l'une des deux voies du TCSP en voie ferrée et remplacer une partie des ronds-points par des échangeurs. »

*Dessinateur projeteur : concevoir et dessiner les plans nécessaires à la réalisation de tout ou partie de projets de construction.



© Getty Images

À Medellín, en Colombie, l'architecte Carlos Betancur (agence opus) a repensé l'architecture de la ville en fonction des cours d'eau qui la traverse. En 20 ans, la création de corridors verts a permis de réduire de 2°C la température de la ville.

3 QUESTIONS À

Pascal Saffache, professeur des Universités et directeur de l'institut d'urbanisme, d'architecture et d'aménagement des Antilles (IU3A)



© Jean-Albert Coorman

« ÉLABORER DE NOUVELLES NORMES »

L'université des Antilles (UA) a lancé en 2025 un diplôme universitaire (DU) Urbanisme et architecture, en contexte tropical multi-aléas. Intégré au nouvel institut d'urbanisme, d'architecture et d'aménagement des Antilles (IU3A), il forme, sur le pôle Martinique, des professionnels capables de concevoir des aménagements durables et résilients, adaptés aux spécificités micro-insulaires et tropicales de la Caraïbe. En ce mois d'octobre, l'IU3A lancera son laboratoire expérimental dédié à l'urbanisme et à la construction en contexte tropical insulaire. Ce Labex entend tester, caractériser et normaliser les matériaux les plus adaptés.

Pourquoi ce laboratoire a-t-il été créé et quels besoins spécifiques vise-t-il à résoudre ?

Le laboratoire expérimental ou Labex adossé à l'IU3A a pour mission d'identifier des solutions en matière de matériaux de construction adaptées aux réalités tropicales insulaires, où chaleur, humidité, salinité et risques naturels majeurs imposent des contraintes particulières. Dans ce contexte, investisseurs, opérateurs, institutions publiques et assureurs ont

besoin de garanties solides sur la résilience des matériaux et des techniques mobilisées.

Le laboratoire concentre ainsi ses travaux sur deux grands champs d'action complémentaires : d'une part la cartographie et l'analyse des risques climatiques et naturels, afin de mieux cerner les zones sensibles et les enjeux humains, économiques et infrastructurels ; d'autre part, l'étude du comportement thermique, de l'élasticité et de la résistance des matériaux pour identifier ceux qui répondent le mieux aux contraintes locales.

Au-delà de la recherche académique, le Labex ambitionne de centraliser les solutions locales et de les inscrire dans une démarche de normalisation propre aux réalités antillaises. En s'appuyant sur l'expertise d'architectes et d'ingénieurs tels que Serge Gunot, Camille Roger-Petit, Frank Hubert ou encore Didier Deris, le laboratoire se positionne comme un incubateur et un cluster professionnel capable de fournir un lieu, des outils, des guides et des solutions techniques adaptées aux contraintes locales.

Quels matériaux seront testés et quels équipements permettront d'évaluer leur résistance ?

Les principales cibles sont les matériaux de construction présents sur nos marchés régionaux (briques/parpaings, tuiles, structures et armatures métalliques, tôles et ouvertures). L'objectif est de traiter la question des principaux risques naturels (sismique et cyclonique) en vue de mieux adapter les normes constructives actuelles de nos territoires au défi du changement climatique. En clair, face à la palette des risques naturels majeurs, il convient de proposer – dans une démarche de recherche-action – les meilleures réponses pour que les matériaux soient les plus résistants aux séismes (magnitude 7 à 8) et aux vents cycloniques (+ 250 km/h).

Comment les résultats de ce laboratoire seront-ils utilisés par les professionnels du secteur ?

Le Labex fonctionne comme un véritable banc d'essai : il vise à caractériser les filières locales, tester les matériaux existants face aux risques climatiques actuels et futurs, puis identifier ceux qui doivent servir de référence pour l'élaboration de nouvelles normes à proposer aux pouvoirs publics. L'objectif est d'assurer la durabilité des bâtiments en milieu tropical insulaire, d'améliorer les modes constructifs, de renforcer leur performance thermique et énergétique dans une logique de décarbonation du secteur et d'ouvrir la voie à un processus de certification et de normalisation des matériaux sur le sol martiniquais. En parallèle, à la demande de la CTM (Collectivité territoriale de Martinique), le laboratoire travaille à la transposition des normes de construction à l'échelle de la Martinique, mais aussi du bassin caribéen et de l'Amérique centrale, afin de créer de nouvelles chaînes de valeur et de mobiliser les biens et services régionaux au bénéfice des acteurs du bâtiment et de la reconstruction.

« L'aménagement est un levier pour penser autrement nos villes, nos infrastructures et nos usages ».

Astrid Siniamin-Rodap,
maître d'œuvre experte amiable et architecte d'intérieur

Économie

INDUSTRIE : L'HEURE DE LA MOBILISATION

Projet de loi de finances 2026, projet de loi contre la vie chère, loi de programmation européenne 2028-2034 : **l'Association Martiniquaise pour la Promotion de l'Industrie (AMPI)** alerte sur trois menaces majeures pour l'industrie martiniquaise, car quand l'industrie vacille, c'est toute l'équation du territoire qui est menacée. La position de l'AMPI : développement économique = emploi = pouvoir d'achat.

Texte Marie Ozier-Lafontaine - Photo Jean-Albert Coopmann

Avec 7 % de la masse salariale du territoire, environ 10 % du PIB et 60 % des exportations, l'industrie est un pilier de l'économie martiniquaise. Elle assure des emplois stables et soutient le pouvoir d'achat. « L'industrie n'est pas seulement un pan de l'activité économique, c'est un patrimoine collectif et un facteur de résilience. Elle a démontré sa capacité à répondre aux besoins essentiels de la population en période de crise », affirme Line Pardon, déléguée générale de l'AMPI.

Projet de loi de finances 2026 et LODEOM : un choc fiscal

Le projet de loi de finances (PLF) 2026 prévoit une baisse inédite des exonérations sociales et fiscales accordées par la LODEOM (Loi pour le développement économique des outre-mer). Une réduction de 350 millions d'euros par an, soit la moitié d'un différentiel LODEOM estimé à 700 millions, serait appliquée sur le principal dispositif de soutien à l'emploi et à la compétitivité des entreprises ultramarines. « Diviser par deux cette enveloppe en si peu de temps, c'est condamner nos entreprises

à réduire leurs embauches et leurs investissements », alerte Line Pardon. Entre 2010 et 2021, l'emploi industriel a progressé de 12 % en Martinique, en partie grâce à ce dispositif, alors qu'il reculait de 10 % dans l'Hexagone. « La LODEOM a prouvé son efficacité. L'affaiblir, c'est briser une dynamique vertueuse », affirme-t-elle.

Loi « vie chère » : un effet pervers

Deuxième sujet d'inquiétude : la loi de lutte contre la vie chère, qui introduit dans son premier article la possibilité de revente à perte de certains produits. « Cette disposition favorise les grandes enseignes mais met en danger nos petits commerçants et nos industriels locaux, qui se battent depuis de nombreuses années pour rester compétitifs », dénonce Line Pardon. Le risque : voir affluer des produits importés à bas coût, fragilisant la production martiniquaise. « Valider cet article, c'est signer l'arrêt programmé de la production locale, alors qu'elle représente une part importante des emplois privés et garantit des revenus durables.

C'est aussi aller à l'encontre des revendications de la population, qui souhaite une plus grande diversité des acteurs économiques », poursuit la déléguée générale.

Fonds européens : la remise en cause des RUP

À l'échelle européenne, la programmation 2028-2034 prévoit la renationalisation dès 2028 des fonds structurels tels que le Fonds européen de développement régional (FEDER), le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) ou le Programme d'options spécifiques à l'éloignement et à l'insularité (POSEI). En outre, l'enveloppe de ces fonds serait diminuée de 20 %. « En faisant cela, l'Europe envisage de balayer l'article 349 du Traité qui reconnaît les handicaps structurels des Régions ultrapériphériques (RUP). Cela reviendrait à nier notre réalité et à mettre en concurrence industrie, agriculture et pêche locales avec celles de toutes les régions de France, pour des financements réduits », alerte Line Pardon.



Line Pardon, déléguée générale de l'AMPI

L'AMPI en action

Face à ces menaces, l'AMPI se mobilise, avec ses partenaires. Le vendredi 19 septembre, elle a réuni lors de son assemblée générale ses adhérents, la Fédération des entreprises des outre-mer (FEDOM), l'association de défense des intérêts des RUP EURODOM, en présence des députés de Martinique, Béatrice Bellay, Jean-Philippe Nilor, Giovanni William et du préfet Étienne Desplanques. Par ailleurs, des courriers d'alerte sont envoyés aux instances nationales et européennes, des

rencontres multipartenariales avec les chambres consulaires et le MEDEF sont organisées. « Nous irons à Paris puis à Bruxelles avec l'ensemble des RUP pour défendre nos entreprises. Notre voix doit être entendue au plus haut niveau », affirme la déléguée générale. L'AMPI mène aussi une campagne auprès du grand public : « Derrière l'industrie locale, c'est l'ensemble de la Martinique qui est concerné. Consommer local, c'est protéger nos emplois, notre souveraineté et notre avenir ».

Un enjeu de souveraineté et de fierté

Au-delà des chiffres, l'industrie martiniquaise incarne des savoir-faire uniques : agroalimentaire, BTP, chimie, ameublement, transition écologique... Pour l'AMPI, le temps est compté. « Nous faisons face à une menace historique. Mais nous croyons en l'unité des acteurs et en la fierté des consommateurs pour défendre notre industrie et assurer à la Martinique un avenir économique durable », conclut Line Pardon.

Construction et aménagement

UNE EXPANSION AU SERVICE DES TERRITOIRES

L'agence **SEMAG de Martinique** renforce sa présence comme acteur clef de l'aménagement du territoire. Rencontre avec sa directrice, Marlène Maugée, dans leurs nouveaux bureaux de Morne Dillon.

Texte Alix Delmas - Photo Jean-Albert Coopmann



Marlène Maugée, directrice de la SEMAG de Martinique

Nouvelle directrice

Marlène Maugée est depuis septembre 2025 la nouvelle directrice de l'agence SEMAG Martinique après avoir été responsable d'agence pendant 3 ans. Ingénieure, formée à l'ESTP (École spéciale des travaux publics, du bâtiment et de l'Industrie) et à l'école d'ingénieurs CESI, spécialisée en ingénierie de projet, elle a été conductrice de travaux et responsable d'opérations immobilières pendant plus de dix ans dans l'Hexagone. Elle est à la tête d'une équipe solide et polyvalente de huit personnes avec laquelle elle défend une vision structurée et claire des projets prioritaires de chaque commune. Elle souhaite accélérer l'action de l'agence en matière d'aménagement et de construction et consolider son rôle de partenaire de confiance des collectivités.



Marlène Maugée, Anne-Marie Poitevins, Frédérique Barbe, Yoanne Yuikety, Mayelhi Gros-Désormaux, Leslie Lanista, Lutèce Zameo, Patrick Losat

Cette année, la SEMAG a décroché plusieurs marchés publics parmi lesquels l'étude pré-opérationnelle de l'Opération programmée d'amélioration de l'habitat de renouvellement urbain du Vauclin (en collaboration avec Arteo Architecture Studio) ou encore l'assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO) pour la réhabilitation et la mise aux normes du manoir de Beauregard et de ses abords datant du XVIII^e siècle à Sainte-Anne. Ces projets d'envergure ayant trait à la valorisation du patrimoine ou à la revitalisation des centres-bourgs, pilotés par l'agence, témoignent de la pluralité de ses expertises métiers en faveur de l'attractivité du territoire comme de la relation de confiance que l'agence a su tisser avec ses partenaires.

Nouvelle adresse, nouvelle gouvernance

Un dynamisme qu'incarne aujourd'hui la directrice, Marlène Maugée, qui a inauguré le 29 septembre dernier les nouveaux locaux de l'agence à Morne Dillon au cœur de la zone d'activité Étang Z'abricots : « Après avoir franchi plusieurs étapes structurantes, nous souhaitons renforcer notre relation de proximité avec nos partenaires et locataires. Nous

disposons aujourd'hui de bureaux plus spacieux, car nous souhaitons à court et moyen terme accueillir de nouvelles recrues en lien avec la croissance de notre activité ».

Une activité en forte croissance

De fait, comme aménageur, constructeur, bailleur social et gestionnaire, l'agence, implantée depuis 12 ans à la Martinique, déploie ses capacités opérationnelles, juridiques et technico-financières avec de nombreuses opérations en cours sur l'ensemble du territoire. Sans toutes les citer, la SEMAG intervient comme AMO pour la communauté d'agglomération de CAP Nord Martinique en matière de régularisation foncière. Elle accompagne également la ville des Trois-Îlets sur la reconstruction de son plateau scolaire incluant la réduction de sa vulnérabilité sismique. La SEMAG collabore aussi avec la Société d'aménagement et d'équipement de la Martinique (SOAME) à la réhabilitation et la reconstruction du lycée des métiers du nautisme et des activités de port, le lycée professionnel Raymond Nérès du Marin. La directrice explique vouloir continuer à nouer des partenariats avec d'autres SEM (Société d'économie mixte) :

« il nous faut rassembler nos forces face aux défis du territoire, or chaque SEM a ses spécificités », précise-t-elle.

Une confiance consolidée

Et les défis sont de taille, notamment en matière de logement social. « Il y a plus de 15 000 demandeurs recensés à l'échelle du territoire », explique Marlène Maugée qui prévoit de livrer prochainement 60 logements au Vert Pré au Robert et 52 logements au sein de la résidence Lumina Sophie à Ducos. Gestionnaire d'un parc social de 901 logements à la Martinique, l'agence franchit un nouveau cap avec une première opération de construction en propre de 30 logements à Sainte-Luce livrés courant avril 2026. Grâce à une écoute constante, une réactivité et une capacité d'adaptation à trouver des solutions pour chaque projet, l'agence poursuit son travail, engagée auprès des collectivités territoriales et des Établissements publics de coopération intercommunales (EPCI) qu'elle accompagne au quotidien pour améliorer la qualité de vie des habitants. Une méthodologie SEMAG qui continue de faire ses preuves.



Nouvelle adresse :
SEMAG Agence Martinique
Immeuble « Courbaril » - Allée Alex-Pierre-Louis Morne Dillon
97200 Fort-de-France
0596 54 89 60

ÇA CHIFFRE : L'EMPLOI LOCAL EN 2025

À bonfilon, nous avons pour mission de rapprocher les candidats et entreprises des Antilles-Guyane afin que chacun y trouve son compte. Et pour mieux comprendre nos marchés du travail, à bien des égards tendus, nous nous appuyons sur des témoignages mais aussi sur des chiffres. Cela vous intéresse aussi ? On vous résume ce mois-ci les dernières données publiées sur le marché du travail en Martinique, en Guadeloupe et en Guyane en 2024, ainsi que les besoins en ressources humaines en 2025.

Texte Axelle Dorville, rédactrice chez bonfilon.info



LES DIPLÔMÉS DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR SONT 2,5 FOIS PLUS EN EMPLOI EN GUADELOUPE,

4 fois plus en Guyane et 2 fois plus en Martinique, par rapport aux personnes peu ou pas diplômées (c'est-à-dire détenant au maximum un niveau brevet des collèges). L'emploi des diplômés du supérieur recule cependant aux Antilles, tandis que l'emploi des peu ou pas diplômés progresse.

L'EMPLOI PROGRESSE DAVANTAGE POUR LES SENIORS (50-64 ANS)

que pour les jeunes. C'est + 5 points en Guadeloupe, + 4 points en Martinique. En Guyane, les seniors sont davantage en emploi que les autres catégories d'âge.

SEULS 1 À 3% DES CHÔMEURS DIPLÔMÉS DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

subissent le chômage de longue durée (chômage d'au moins un an) aux Antilles-Guyane, contre 8 à 23 % des chômeurs peu ou pas diplômés.

COMPTABLE EST LE MÉTIER LE PLUS RECHERCHÉ PAR LES RECRUTEURS

en Guyane, en Guadeloupe et en Martinique, pour un salaire allant de 1 760 € à près de 2 700 € brut mensuel.

2/3 DES FEMMES SONT EN EMPLOI EN MARTINIQUE,

la moitié des femmes en Guadeloupe et 1/3 des femmes en Guyane (-8 points de taux d'emploi par rapport aux hommes).

LES 15-29 ANS SONT PRÈS DE 2 FOIS MOINS INSÉRÉS

que les autres tranches d'âge sur le marché du travail en Guadeloupe et en Martinique, et près de 3 fois moins insérés en Guyane.

MOINS DE LA MOITIÉ DES GUYANAIS EN ÂGE DE TRAVAILLER SONT EN EMPLOI,

un taux stable autour de 40 %. L'emploi progresse en Guadeloupe (54 %) et reste stable en Martinique (61 %).

LES FEMMES ET LES 15-29 ANS

sont davantage concernés par le sous-emploi (c'est-à-dire le temps partiel subi).

3 SECTEURS RECRUTENT PARTICULIÈREMENT AUX ANTILLES-GUYANE :

1. Santé humaine et de l'action sociale
2. Construction
3. Services scientifiques, techniques, administratif & soutien

PLUS D'1 JEUNE DE 15-29 ANS SUR 3 N'EST NI EN ÉTUDES, NI EN EMPLOI, NI EN FORMATION (NEET) EN GUYANE

(34 %, en augmentation de 4 points en 1 an). C'est 21 % de NEET en Martinique et en Guadeloupe.

EN RÉSUMÉ !

Si le taux d'emploi est globalement stable ou en progression sur nos territoires, les jeunes de 15 à 29 ans ont manifestement du mal à s'insérer sur le marché du travail local. Leur taux d'emploi ne progresse pas, voire diminue, et l'écart avec l'Hexagone est particulièrement prononcé (de 19 à 29 points d'écart). Pour trouver du travail, le niveau de diplôme s'avère crucial, les personnes peu ou pas diplômées étant 2 à 6 fois plus en situation de chômage que les diplômés de l'enseignement supérieur.

Sources : Insee Analyses Guyane, N° 77 - septembre 2025, Insee Analyses Guadeloupe, N° 86 - septembre 2025, Insee Analyses Martinique, N° 78 - septembre 2025, France Travail, Enquête Besoins en Main-d'Œuvre 2025, France Travail & Dares, Difficulté de recrutement, 2024, France Travail, Offres d'emploi, Salaires, T1 2025



RETROUVEZ PLUS DE CONTENUS SUR L'EMPLOI SUR BONFILON.INFO



ANTILLES-GUYANE
contact@bonfilon.info

Emploi public

PRÉPARER 2030

Viellissement des effectifs, arrivée de la génération Z et essor de l'IA : la Conférence régionale de l'emploi territorial a réuni plus d'une centaine d'acteurs le 18 septembre dernier pour construire une stratégie partagée pour l'emploi public local. Tressy Virginius, directrice générale des services du **Centre de gestion de la Fonction publique territoriale de Martinique** nous en dit plus.

Texte Marie Ozier-Lafontaine - Photo Jean-Albert Coopmann



Tressy Virginius, directrice générale des services du Centre de gestion de la Fonction publique territoriale de Martinique

Les missions du CDG

Établissement public administratif, le Centre de gestion de la fonction publique territoriale (CDG Martinique) appuie les communes, intercommunalités et établissements publics locaux dans l'accompagnement des agents publics. Recrutement, avancement, promotion, santé au travail, organisation des concours, reclassement, arrêts de travail. Les experts du CDG accompagnent les DRH dans la construction des parcours territoriaux. Le CDG Martinique offre aussi un observatoire, à travers les « Panoramas de l'Emploi » en centralisant la donnée sur l'emploi territorial en Martinique pour anticiper les transformations du service public local.

En Martinique, la fonction publique territoriale subit de plein fouet le recul démographique et l'exode des jeunes. Entre 2020 et 2022, ses effectifs ont baissé de 5 %, soit plus

de 800 agents en moins. Plus d'un quart des agents ont aujourd'hui plus de 60 ans et l'âge moyen atteint 53 ans. « Ce constat doit alerter, souligne Tressy Virginius, directrice générale des services du CDG Martinique. Nous sommes face à une réalité démographique qui impose de repenser nos politiques d'emploi territorial. »

Une conférence pour anticiper

C'est dans ce contexte que s'est tenue, à l'ancienne aérogare de la SAMAC, la 2^e édition de la Conférence régionale de l'emploi territorial (CRET). Plus de cent participants – élus, DRH, partenaires de l'emploi – se sont réunis autour d'une question prospective : Génération Z et IA, quelle fonction publique territoriale à l'horizon 2030 ? « Notre objectif est de nourrir une stratégie partagée, en confrontant les points de vue et en impliquant l'ensemble des acteurs », explique Tressy Virginius. Table ronde, interventions et ateliers ont permis d'identifier les défis majeurs : préparer le renouvellement des effectifs, répondre aux attentes de la génération Z et intégrer l'intelligence artificielle dans les pratiques des collectivités.

Génération Z : attentes et paradoxes

« Les jeunes que nous rencontrons ne recherchent pas seulement un emploi : ils attendent un projet porteur de sens et un cadre qui respecte leur équilibre de vie », souligne la directrice générale. Cette génération valorise l'autonomie, la reconnaissance immédiate et l'impact sociétal de ses missions. Mais son rapport au travail se heurte parfois à une fonction publique encore très hiérarchisée et statutaire. En revanche, cette génération, dite « ultra-connectée », ne maîtrise pas forcément les outils numériques professionnels. « Cela nous rappelle l'importance d'anticiper les transferts de

compétences, avec, par exemple le mentorat intergénérationnel. Mais pour intégrer cette génération, il faut avant tout la connaître. »

IA : levier et défi pour les collectivités

« L'intelligence artificielle offre de vraies perspectives, pour automatiser des tâches à faible valeur ajoutée, traiter des données massives et améliorer la relation aux usagers. Certaines collectivités, comme l'Espace Sud, ont déjà expérimenté son utilisation dans leur fonctionnement au quotidien », affirme la directrice. Mais l'IA soulève aussi des défis majeurs : acculturation des équipes, transparence des algorithmes, protection des données et vigilance éthique. « L'IA est un levier d'efficacité, mais elle ne peut pas s'imposer sans préparation. Nous devons former, accompagner et garantir que ces technologies restent

au service de l'humain », affirme Tressy Virginius.

Vers une stratégie partagée pour 2030

La conférence a aussi permis d'ouvrir des perspectives. « Nous devons bâtir une véritable marque employeur collective, valoriser nos métiers, améliorer la qualité de vie au travail et montrer que la fonction publique territoriale peut être moderne et attractive », résume Tressy Virginius. Les ateliers ont notamment permis de préciser ensemble des pistes : les nouvelles techniques de recrutement, la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences, l'IA appliquée à certains métiers. « Notre ambition est claire : d'ici 2030, pouvoir accompagner les collectivités dans l'évolution de leurs effectifs grâce à une stratégie permettant d'attirer les talents et de fidéliser les agents », conclut-elle.



2^e édition de la Conférence régionale de l'emploi territorial - SAMAC 18/09/25

Transmission

RÉUSSIR SA SUCCESSION !

Président de **Gestion Succession Antilles**, William Raphose propose un accompagnement complet personnalisé pour protéger, valoriser, transmettre son patrimoine en toute sérénité. Rencontre.

Texte Sandrine Chopot - Photo Jean-Albert Coopmann



William Raphose, président de Gestion Succession Antilles

Conférences sur la succession et l'indivision :

Gestion Succession Antilles organise sur l'ensemble des Outre-Mer, pour les mairies et les associations des conférences gratuites sur le fonctionnement des successions et des indivisions. L'objectif est de démocratiser l'univers juridique et successoral auprès du grand public en rendant ces notions accessibles à tous.

Quel est votre point de vue sur les règlements de successions ?

William Raphose : Partout dans le monde, et pas seulement aux Antilles, les familles avaient l'habitude de transmettre leurs biens de main en main. À la mort des parents, l'équilibre s'effondre : les héritiers s'opposent et les conflits naissent des silences anciens et des promesses non tenues. Chaque héritier revendique la maison familiale avec les mêmes arguments éternels : « J'y ai toujours vécu », « C'est moi qui m'en occupais », « Maman me l'avait promise ». Mais derrière ces actes désespérés se cache une douleur bien plus profonde : une errance émotionnelle jamais digérée.

Trop souvent, des familles découvrent au décès d'un parent qu'elles ne peuvent faire valoir leurs droits sur un terrain familial en raison d'une succession jamais réglée. L'héritage devient une véritable bombe à retardement lorsqu'il n'est pas préparé. Cette situation dramatique pourrait pourtant être évitée par une simple anticipation.

La question de la succession demeure un sujet tabou et source d'inquiétude profonde chez de nombreuses personnes. Cette réticence trouve sa source dans une crainte bien compréhensible : celle de se voir dépossédées de leurs biens de leur vivant par leurs enfants, qui pourraient les « enterrer avant l'heure » dans l'espoir de récupérer l'héritage. Cette méfiance légitime, renforcée par une résistance socioculturelle à aborder les questions d'argent et de mort, pousse malheureusement de nombreuses familles à éviter ce sujet crucial.

Il est important de rappeler que la loi encadre strictement la déclaration de succession qui doit être faite obligatoirement chez un notaire dans un délai de 6 mois suivant le décès. Passé ce délai, les ayants droits encourent des pénalités importantes.

Quels sont les principaux points de blocage ?

Jusqu'à présent, beaucoup de familles ne font pas la succession ou la font très difficilement à la suite du

décès d'un parent ou grand-parent. Plusieurs raisons expliquent cela : la méconnaissance du système juridique et administratif, la lenteur des formalités, les difficultés à rassembler les informations, l'entente sur le partage, le paiement des frais de succession, les héritiers récalcitrants, etc. Tout cela peut mener à un refus à régler la succession, à ne pas faire de déclarations de la succession, donc bloque la succession.

Dans ce type de mésentente profonde et non résolue entre héritiers, le notaire n'a pas pour mission de résoudre les conflits : il ne peut ni trancher ni arbitrer les litiges. Ces désaccords conduisent souvent à un litige juridique, nécessitant l'intervention d'un avocat (spécialisé). Pourtant, même avec cette assistance, la succession peut rester bloquée, rendant son règlement long, difficile et éprouvant pour tous les héritiers.

Quel est votre rôle ?

En tant que Mandataire en Succession, j'accompagne les héritiers dans toutes les étapes de la succession : des premières démarches administratives jusqu'au partage définitif et à la sortie d'indivision. Mon intervention s'adapte à chaque situation, que vous ayez déjà déposé votre dossier chez le notaire ou non. Je repars sur une base saine en reprenant l'ensemble du dossier depuis le début. Cette approche personnalisée garantit un règlement paisible et sécurisé du patrimoine du défunt, en parfaite collaboration avec votre notaire.

Ma mission de Mandataire en Succession consiste principalement à faciliter les échanges entre héritiers, désamorcer les tensions et conflits, clarifier les malentendus et proposer des solutions concrètes. J'organise méthodiquement la collecte et la vérification des documents, je répertorie exhaustivement le patrimoine du défunt et je veille à ce que chaque héritier dispose d'une information claire, complète et fiable.

Mon rôle est avant tout de faciliter le travail du notaire en fluidifiant les échanges entre héritiers, en préparant minutieusement les dossiers et en créant un climat

propice à la prise de décision collective. Je ne remplace ni les notaires ni les avocats, mais j'interviens comme un maillon clé pour dénouer et régler votre succession.

Faut-il anticiper sa succession ?

Anticiper sa succession n'est pas une simple réflexion : c'est une démarche essentielle pour protéger ses proches, éviter les tensions et garantir un règlement plus rapide et apaisé.

Préparer sa succession, c'est organiser avec clarté la transmission de son patrimoine immobilier et financier, sécuriser les aspects fiscaux et définir en amont les parts de chacun. C'est aussi l'occasion d'utiliser les outils adaptés comme la donation, le démembrement,

le testament, l'assurance-vie et de clarifier les actes de propriété.

Une succession anticipée apporte de la clarté et de l'équité : chacun connaît ses droits, descendants comme conjoint(e), ce qui limite les conflits. Elle permet également d'optimiser la fiscalité en réduisant, voire supprimant certains droits de succession, tout en préservant le patrimoine familial. À l'inverse, une succession non préparée engendre souvent des frais plus lourds, des

démarches complexes et des tensions pouvant aller jusqu'à la vente forcée des biens.

Dans ce contexte, le programme de planification successorale que nous mettons en place, prend tout son sens. Le mandataire en succession joue alors un rôle central : véritable tiers de confiance, il accompagne les héritiers, veille au respect des volontés du défunt, facilite les relations avec les notaires et les administrations, et apaise les tensions éventuelles. Son intervention accélère le règlement et limite les contentieux, faisant de lui l'architecte discret mais essentiel d'une succession réussie.

Anticiper, c'est donc offrir à ses proches une transmission claire, sereine et équitable, transformant une épreuve douloureuse en un moment de continuité et de protection.

« Je ne remplace ni les notaires ni les avocats, mais j'interviens comme un maillon clé pour dénouer et régler votre succession »

William Raphose,
président de Gestion Succession Antilles



COMITÉ DES ASSUREURS
ANTILLES GUYANE

secretariatcaag@gmail.com

L'EXPERTISE APRÈS UN SINISTRE MATÉRIEL : UNE ÉTAPE INDISPENSABLE POUR SE RELEVER



Pourquoi une expertise ?

Lorsqu'un incendie, une inondation ou un cyclone endommage une maison, l'émotion est forte et les dégâts parfois difficiles à estimer. L'expertise matérielle est alors une étape indispensable : elle permet de constater les dommages de manière objective et de préparer le chemin vers une indemnisation. C'est une façon d'éviter toute contestation et d'assurer que la réparation sera faite sur des bases solides.

Comment ça se passe ?

Après avoir déclaré le sinistre à son assureur, un expert est mandaté pour venir sur place. Il prend rendez-vous avec la famille sinistrée, visite les lieux, prend des photos, consulte les factures ou devis, et échange directement avec les habitants. Selon les cas, d'autres spécialistes peuvent intervenir : un ingénieur bâtiment, un technicien électroménager ou encore un garagiste pour les véhicules.

Le rôle de l'expert

L'expert n'est pas seulement un technicien : c'est aussi un interlocuteur. Il chiffre la valeur des biens abîmés, identifie les causes du sinistre et propose des solutions concrètes de réparation ou de remplacement. Mais il joue aussi un rôle humain important, en accompagnant les assurés dans un moment difficile, en expliquant les étapes à venir et en veillant au respect du contrat d'assurance.

Et les délais ?

Dans la plupart des cas, l'expertise a lieu dans les jours ou semaines qui suivent la déclaration du sinistre. Lors de catastrophes naturelles, des délais particuliers sont fixés par la loi, une fois que l'arrêté officiel est publié. L'objectif reste toujours le même : permettre une indemnisation rapide, sans précipitation, et surtout adaptée à la réalité des pertes.

Un pas vers la reconstruction

Au-delà des chiffres et des constats, l'expertise marque le début d'un retour à la normale. C'est elle qui ouvre la voie à la réparation des logements, au remplacement du mobilier ou à la reprise d'activité pour les professionnels touchés.

En d'autres mots : c'est grâce à cette étape que l'on peut tourner la page du sinistre et se projeter à nouveau vers l'avenir.

Petit plus

En cas de sinistres majeurs, les assureurs et experts locaux font appel à des experts de la Métropole pour avancer plus rapidement sur les expertises et donc les indemnisations.

bonfilon
by EWAG

Vous recherchez un **talent** ?

Vous recherchez un **emploi** ?



Trouvez celui ou celle qui partage vos valeurs sur **bonfilon.info**

Inscrivez-vous

ANTILLES-GUYANE
contact@bonfilon.info



Tendance au travail

WORKATION, LE TRAVAIL EN MODE VACANCES

Être productif dans un décor de rêve, les pieds dans l'eau ? C'est le choix de plus en plus d'actifs-freelance, entrepreneurs, voire salariés, qui troquent leur salon pour un environnement de travail plus stimulant et dépayçant. Cette nouvelle façon de concilier travail et voyage a un nom : le workation.

Texte Sarah Balay

Pourquoi compter les jours avant les prochaines vacances ? Pourquoi associer travail et enfermement, productivité et sédentarité ? De plus en plus de professionnels choisissent de mêler travail et détente pour inventer un nouveau rythme plus libre et plus fluide. Né il y a une dizaine d'années aux États-Unis, le concept de workation, contraction de *work* (travail) et *vacation* (vacances), se développe aujourd'hui porté par l'essor du télétravail post-Covid. En France, il reste toutefois encore très marginal.

Le principe ? Travailler loin de chez soi, de préférence dans un endroit conçu pour la détente et le dépaysement... Doté cependant d'une bonne connexion internet. Ce concept s'adresse surtout aux *digital nomads** ou aux entrepreneurs indépendants qui, par définition, sont plus libres. Malgré tout, certains salariés peuvent en profiter, à condition d'avoir négocié au préalable, avec leur employeur, la possibilité de télétravailler ailleurs que chez eux. Une pratique encore confidentielle (craintes en termes de confidentialité, de sécurité informatique, de productivité et de suivi de l'employé), mais qui émerge dans certains secteurs ouverts au travail à distance comme la tech, la communication ou les métiers créatifs (startups, entreprises innovantes...).

Discipline et organisation

Le workation présente de nombreux atouts. Sur le plan personnel, voyager tout en travaillant est

déjà un luxe, en soi. Sur le plan professionnel, un cadre agréable réduit le stress, favorisant ainsi concentration, productivité et créativité. Ce mode de fonctionnement ne convient toutefois pas à tout le monde. Il exige une organisation rigoureuse, une vraie discipline et parfois un rythme plus soutenu, surtout en cas de décalage horaire. Le risque ? Ne jamais vraiment décrocher. À force de mêler détente et réunions, flexibilité et deadlines, certains peuvent finir par travailler davantage sans parvenir à poser de réelles limites.

Afin d'encadrer au mieux cette pratique et répondre aux besoins de ces travailleurs d'un autre genre, une offre dédiée se développe peu à peu : hébergements avec espaces de coworking intégrés, formule « workation », label *Remote friendly* (travail hybride), voire facilité administrative. Certains pays comme le Portugal, la Barbade ou l'Estonie proposent même des visas spéciaux pour télétravailleurs permettant de séjourner plusieurs mois tout en exerçant une activité à distance. La France commence à s'intéresser à ce concept comme levier d'attractivité, notamment dans ses territoires ultramarins. Des espaces de « coliving » ont, par exemple vu le jour à La Réunion. Il s'agit d'un mode d'habitat partagé qui combine logement, espaces de travail communs et vie en communauté.

*Digital nomad : qui peut travailler depuis n'importe quel lieu



5 CHOSES À SAVOIR LE CDI INTÉRIMAIRE

En vigueur depuis 2014, le CDI intérimaire reste pourtant peu connu du grand public. En quoi consiste-t-il ? À qui s'adresse-t-il ? Quels sont ses objectifs et ses avantages tant pour les salariés que pour les entreprises ?

Texte Sarah Balay

1. UN DISPOSITIF VIEUX DE DIX ANS

Le CDI intérimaire (CDII) a vu le jour en 2013 dans le sillage d'un accord entre partenaires sociaux avec un objectif clair : offrir davantage de stabilité aux travailleurs intérimaires. Officiellement lancé en mars 2014, ce contrat un peu hybride combine la souplesse de l'intérim et la sécurité d'un CDI. Une petite révolution dans le monde du travail temporaire. Concrètement, ce contrat lie un salarié, non pas à une entreprise classique, mais à son agence d'intérim. Il devient ainsi un employé permanent de cette dernière qui l'envoie en mission dans différentes sociétés, selon les besoins. Même entre deux missions, le salarié continue d'être rémunéré avec un revenu minimum garanti souvent équivalent au SMIC.

2. UN CONTRAT DESTINÉ AUX PLUS FRAGILES

Le CDI intérimaire s'adresse à tous les salariés de l'intérim, quel que soit leur âge, leur niveau de qualification ou leur secteur d'activité. Il cible toutefois les personnes les plus exposées à la précarité sur le marché du travail : jeunes peu ou pas qualifiés, seniors, travailleurs en situation de handicap

ou présentant un niveau de qualification peu élevé et qui, de ce fait, se trouvent éloignées de l'emploi.

3. LES MÊMES GARANTIES QUE POUR UN CDI CLASSIQUE

Le CDI intérimaire permet de bénéficier de tous les avantages du CDI classique : un salaire mensuel garanti, cinq semaines de congés payés, un accès à la formation professionnelle pour faire évoluer sa carrière, un accès au prêt bancaire, etc. Mais aussi des bénéfices de l'intérim : des missions variées, un comité social et économique (CSE), une mutuelle, un compte épargne temps...

4. DES AVANTAGES POUR LES ENTREPRISES AUSSI

Pour les entreprises de travail temporaire (ETT) cela apporte une fidélisation des intérimaires, une meilleure gestion des compétences (formation possible), une image professionnelle renforcée (engagement dans la stabilité de l'emploi). Pour les entreprises utilisatrices, c'est un gain de temps (moins de gestion administrative) et un accès à des profils expérimentés et fidélisés.

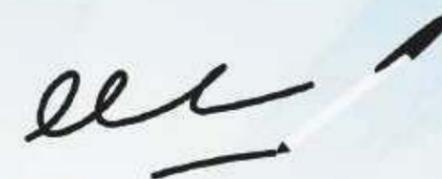
5. UNE RÉFORME RÉCENTE : DES MISSIONS PLUS LONGUES

Jusqu'à 2019, la durée des missions dans une même entreprise était limitée (18 ou 24 mois). Aujourd'hui, un salarié peut rester aussi longtemps que nécessaire, tant que cela demeure dans le cadre de son contrat. Le CDII peut toutefois représenter un tremplin vers un emploi hors intérim. 67 % des ruptures de CDII sont suivies d'un recrutement au sein de l'entreprise utilisatrice.

EN CHIFFRES

- En avril 2025, le CDI intérimaire représente 43 700 ETP, soit 6,3 % des effectifs des agences d'emploi.
- En décembre 2022, l'emploi intérimaire dans les DROM a chuté de 7,7 % par rapport à décembre 2021. Une tendance à la baisse, comme dans l'Hexagone.

PARIS POUR L'EMPLOI DES OUTRE-MER



Jeudi 6 & Vendredi 7 Novembre 2025
Place de la Concorde Métro 1/8/12



MARTINIQUE



GUADELOUPE



GUYANE



LA RÉUNION



MAYOTTE



OUTREMER-EMPLOI.FR

ICI, ON RECRUTE !

Votre espace Emploi EN OUTRE-MER

De l'art de raconter des histoires

En octobre, deux événements nationaux rythment la vie culturelle : Biblis en folie (du 3 au 5 octobre) et les journées nationales de l'architecture (du 16 au 19 octobre). L'itinéraire du mois propose d'associer les deux. Déambulation autour de nos bibliothèques.

Texte Floriane Jean-Gilles



GUADELOUPE
LA MÉDIATHÈQUE CARAÏBE BETTINO LARA (LAMÉCA)

L'histoire du bâtiment est passionnante. Situé dans le quartier du Carmel, à Basse-Terre, l'édifice a été construit en lieu et place de l'église des Pères des Carmes, détruite vers 1759. Son architecture militaire, avec sa forme en U, s'explique par sa 1^{re} fonction : « magasin du Roy ». En 1891, le bâtiment accueille l'imprimerie du Gouvernement rebaptisée Imprimerie officielle, en août 1930. « Les bâtiments, longeant la Calle de Fer, aujourd'hui rue Bossant, dans lesquels se trouvaient, définitivement installés depuis 1891, tous les ateliers de l'imprimerie du Gouvernement, construction robuste et

plus d'une fois éprouvée, qui réunissaient les conditions d'espace et de clarté nécessaires », peut-on lire dans *Les dernières heures d'un établissement public 1788-1967 : le livre jaune de l'Imprimerie officielle de la Guadeloupe*. La médiathèque, de 1 500 m² sur 3 niveaux, est inaugurée en 1997 et baptisée Bettino Lara du nom de dernier directeur de l'Imprimerie officielle. Ouverte sur toutes les cultures caribéennes, Laméca abrite notamment le fonds Maryse Condé. L'auteure guadeloupéenne a fait don des 1 500 ouvrages que comptait sa bibliothèque privée afin de « laisser un souvenir utile à la jeunesse guadeloupéenne ».

Médiathèque Caraïbe Bettino Lara
 54, rue Amédée Fingarol
 97100 Basse-Terre



GUYANE
LA BIBLIOTHÈQUE ALEXANDRE FRANCONIE

Inaugurée en 1885, la bibliothèque Alexandre Franconie est la première bibliothèque publique de Guyane. L'immeuble, construit entre 1824 et 1842 sur une ossature en bois remplie de briques, est protégé au titre des Monuments historiques et abrite la bibliothèque sur deux niveaux. En 2021, l'immeuble faisait partie des sites sélectionnés par la Fondation du patrimoine pour sa rénovation. Son architecture est typique des demeures bourgeoises urbaines de l'époque : une toiture à pente forte et des balcons pour protéger les façades des intempéries, des combles ventilés à l'étage... Parmi les documents qui constituent le fonds patrimonial de la bibliothèque, soit plus de 10 000 documents, certains datent de 1660.

Bibliothèque Alexandre Franconie
 1, avenue Général de Gaulle
 97300 Cayenne



MARTINIQUE
LA BIBLIOTHÈQUE SCHŒLCHER

Dans son ouvrage *La Bibliothèque Schœlcher, un monument de la Martinique*, publié en 1991, Alice Achille interroge la légende selon laquelle la bibliothèque Schœlcher aurait été présentée en 1889, lors de l'Exposition universelle de Paris. « Pourtant aucun texte contemporain de l'édification de la Bibliothèque publié en Martinique, où l'on était fort attentif à l'histoire de la Bibliothèque, aucun des nombreux documents édités pour l'Exposition en métropole, aucune gravure, aucun plan, aucun article, aucune photographie, aucune pièce d'archive officielle, aucune des lettres de H. Picq qui pourrait en tirer quelque gloire, n'évoque cette présence », peut-on lire dans cet ouvrage. Même les dates ne concordent pas, car les premières pièces du bâtiment sont arrivées en Martinique en 1887. Le mythe est pourtant tenace, preuve que la célèbre Bibliothèque, devenue fleuron de l'architecture, n'a pas encore livré tous ses secrets... La Bibliothèque a été construite afin d'accueillir la collection personnelle de Victor Schœlcher dont il fit don à la Martinique en 1883. Malheureusement l'incendie du 22 juin 1890, qui ravagea Fort-de-France, emporta aussi les ouvrages de Schœlcher. Sur les 9 000 à 10 000 volumes légués, seuls 1 200 ont été sauvés.

Bibliothèque Schœlcher
 1, rue de la Liberté
 97262 Fort-de-France

Bleu Klein : la couleur comme manifeste

Saturé, profond, presque surnaturel... Le bleu Klein, aussi appelé IKB (*International Klein Blue*), est bien plus qu'une simple teinte. Il est devenu une icône visuelle dans le paysage artistique, architectural et urbain contemporain. Photo Jean-Albert Coopmann



Le bleu Klein a été utilisé dans le cadre de l'exposition « À l'affût du monde » de Serge Goudin-Thébia, à la Fondation Clément.

Le bleu Klein naît dans les années 1950, sous l'impulsion de Yves Klein, artiste français avant-gardiste. Refusant les codes traditionnels de la peinture, Klein cherche une expérience pure de la couleur, sans sujet, sans contour, sans narration. « Le bleu n'a pas de dimension, il est hors dimension », affirmait-il. En collaboration avec Édouard Adam, un marchand de couleurs parisien, il met au point une formule unique à base de bleu outremer 1311, un pigment ultramarin synthétique d'une intensité rarement égalée, fixé à l'aide d'un liant transparent breveté, qui permet de conserver toute sa profondeur. Ce pigment donnera naissance à l'IKB, déposé à l'Institut national de la propriété industrielle en 1960, non pas comme une couleur, mais comme une idée.

UNE ŒUVRE MONOCHROME, MAIS JAMAIS MONOTONE

Le bleu Klein est au cœur de la série des monochromes qui ont rendu Yves Klein célèbre. Contrairement à d'autres abstractions de l'époque, ses toiles ne cherchent pas la forme mais l'intensité de la perception. Le spectateur ne regarde pas : il ressent. À travers ses toiles, ses performances (les Anthropométries), ses sculptures épurées (comme la *Victoire de Samothrace* peinte en IKB), Klein fait du bleu un manifeste spirituel. Au fil des décennies, le bleu Klein a dépassé le cadre de l'art contemporain pour devenir un acteur à part entière de notre environnement visuel. Plusieurs projets architecturaux ou urbains ont fait le choix de cette couleur pour affirmer une esthétique singulière.

LE BLEU KLEIN DANS LA DÉCORATION CONTEMPORAINE

Dans les intérieurs, le bleu Klein séduit par sa tension entre puissance et élégance. Il s'invite sur un mur d'accent dans un salon ou une galerie, dans une entrée monochrome qui devient œuvre en soi, sur du mobilier sculptural, des textiles (rideaux, velours, lin lavé) ou même sur des pièces artistiques (vases, appliques, tableaux). À mi-chemin entre le bleu Majorelle, le bleu électrique et le bleu roi, l'IKB capte la lumière différemment selon les textures et révèle toute sa puissance sur des finitions mates ou satinées. Chez GRANBLEU, ce bleu est un clin d'œil au voyage, à l'audace et à l'émotion brute. Il trouve naturellement sa place dans notre sélection de teintes fortes, comme symbole de singularité et de profondeur. Plus de 60 ans après sa création, l'IKB n'a pas vieilli. Il continue de vibrer, d'inspirer, de provoquer. Yves Klein a inventé une couleur qui n'est pas une couleur, mais un langage. Une teinte qui traverse les disciplines, les époques, les continents. Une couleur qui habille autant les murs des galeries que ceux de nos villes ou de nos maisons.



GRANBLEU
LE VOYAGE COMMENCE CHEZ VOUS

PEINTURE - PAPIER PEINT - BÉTON CIRÉ - CHAUX DÉCORATIVE - INTERRUPTEURS - ŒUVRE D'ART - BROSSERIE

451 RUE CADASTRE - IMMEUBLE CARMÉLIA - ÉTANG Z'ABRICOT - 97200 FORT-DE-FRANCE
0696848395 - SHOWROOM@GRANBLEU.COM - WWW.GRANBLEU.COM - @GRANBLEU.DECO

Festival
Lespri Sinéma

En 1993, Édouard Glissant disait : « Le rhizome, la racine qui s'étend, qui va vers d'autres racines. Qui prolifère, sans les tuer. Mais sans renoncer à être elle-même. Ce n'est pas une dilution, ce n'est pas une perte. » C'est une célébration, pourrait conclure Steve Zébina, qui nous présente l'édition 2025 du temps fort cinéma de **Tropiques Atrium**, Lespri Sinéma Ciné martinique. Une programmation plurielle et engagée qui rythmera la dernière quinzaine d'octobre. Texte Floriane Jean-Gilles

« Notre vision du cinéma aujourd'hui est à l'image de l'affiche de cette année, en hommage à notre mangrove. Cet écosystème en constante évolution, avec des éléments végétaux et animaux qui coexistent, à l'image des œuvres qui, à leur manière, sont connectées pour faire advenir un monde meilleur », souligne Steve Zébina, responsable de la programmation cinéma et directeur artistique de la manifestation.

Une programmation éclectique

Cette édition, placée sous le signe du renouveau, sera l'occasion d'assister à des séances originales, mêlant spectacle vivant et 7^e art, en faisant résonner des animations artistiques (musique, danse, poésie) autour des projections. « Ce temps fort, Lespri Sinéma, continue de se renouveler dans sa forme, en fonction du contexte et des conditions, poursuit Steve Zébina. Nous multiplierons les collaborations avec les associations, irons encore plus souvent vers le jeune public (avec le Ciné Toupiti), en somme : nous souhaitons rendre encore plus visible notre dynamique ». Lespri Sinéma, c'est une sélection internationale de 50 films profondément enracinée dans le bassin Amérique-Caraïbe, puisque 11 pays de la région sont représentés. « Le renouveau c'est



aussi celui du cinéma de nos régions. La richesse de la programmation racontera la vivacité de la création de nos réalisatrices et réalisateurs : Martinique, Guadeloupe, Guyane, Trinidad et Tobago, Cuba, République dominicaine, Brésil... Autant de pays qui ne cessent de produire des films différents, originaux. Nous le verrons au sein des compétitions de courts-métrages et documentaires. Il nous semble important de rappeler que le renouveau du 7^e Art est en marche dans la Caraïbe, au sens large », se réjouit Steve Zébina.

Répondre aux défis de notre époque

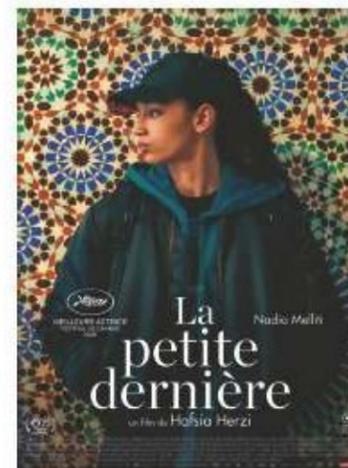
« Le lien avec les enjeux écologiques et sociaux fait partie de Lespri de notre manifestation. Les films ne sont jamais coupés des enjeux du monde. De nombreuses œuvres traiteront des problématiques sociales et économiques. La compétition documentaire explorera, avec beaucoup de justesse, ces problématiques. Le cinéma ne cesse de s'emparer de ces questions. Il est une voix sensible et vivante nous permettant de prendre pleinement conscience de notre présence au Monde », poursuit Steve Zébina. Démonstration en 5 temps :



Planètes
de Momoko Seto (France)

Un coup de cœur de Lespri Sinéma. Un film d'animation à la découverte de plantes, de champignons, de grenouilles... sur des planètes luxuriantes. Une œuvre magique. Un spectacle d'une beauté stupéfiante.

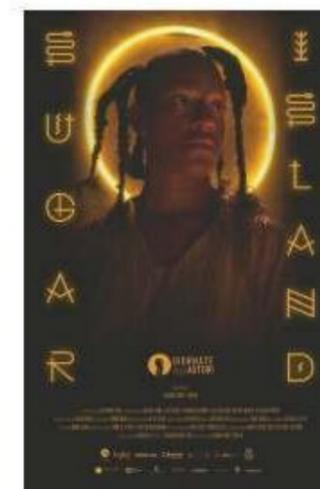
Samedi 25 octobre, à Tropiques Atrium



La petite dernière
de Hafsia Herzi (France)

Fatima, 17 ans, est la petite dernière. Elle vit en banlieue avec ses sœurs, dans une famille joyeuse et aimante. Bonne élève, elle intègre une fac de philosophie à Paris et découvre un tout nouveau monde... Fatima se met alors à questionner son identité. Comment concilier sa foi avec ses désirs naissants ? L'adaptation du roman de Fatima Daas. Prix d'interprétation féminine au Festival de Cannes.

Jeudi 23 octobre, à Tropiques Atrium



Sugar Island
de Johanné Gómez Terrero (République dominicaine)

Makenya est une jeune fille dont les parents vivent dans les Bateys - campements où vivent dans des conditions précaires les coupeurs de cannes d'origine haïtienne. Quand elle apprend qu'elle est enceinte, elle se retrouve confrontée à sa condition sociale, à son histoire et à sa spiritualité. Une soirée événement est prévue, avec la participation de la danseuse chorégraphe Josiane Antourel.

Vendredi 17 octobre, à Tropiques Atrium

Transamazonia
de Pia Marais (Allemagne)

L'Amazonie, le cœur du monde. Une jeune fille survit à un crash aérien et se retrouve perdue au milieu de la jungle. Le point de départ d'une aventure palpitante et d'une exploration écologique et anthropologique, sans manichéisme.

Jeudi 23 octobre, à Madiana



L'agent secret
de Kléber Mendonça Filho (Brésil)

La COP 30 se déroule à Belém, au Brésil. L'un des films événements de Lespri 2025 nous vient justement de la nation auriverde. Kléber Mendonça Filho a reçu le Prix de la mise en scène, lors du dernier Festival de Cannes. Cette œuvre brillante raconte l'histoire d'une traque dans un Brésil en plein tourment politique. Ce sera l'occasion d'une soirée spéciale avec l'avant-première du film, précédée d'une performance musicale de Manuel Mondésir.

Mercredi 22 octobre, à Tropiques Atrium



[45 MINUTES]
(ou presque)
pour mieux comprendre

VOUS AVEZ DIT LA « LOI DUPLOMB » ?

Le 17 septembre dernier, la commission des Affaires économiques de l'Assemblée nationale a voté à l'unanimité en faveur de l'examen de la pétition « Non à la loi Duplomb - Pour la santé, la sécurité, l'intelligence collective », qui a recueilli plus de 2 millions de signatures. Une première sous la Ve République. Retour sur le parcours rocambolesque de cette loi.

Texte Floriane Jean-Gilles - Photo gettyimages



00:00

44:33



« Loi Duplomb » : les députés votent la motion de rejet ...

Le Monde avec AFP

26 mai : la proposition de loi Duplomb est renvoyée à la suite d'une motion de rejet préalable, rendant le débat impossible.



3:00



Loi Duplomb : quelle régression écologique ?

Questions du soir : l'idée - France culture

Un éclairage sur les risques et enjeux de la réintroduction de l'acétamipride, pesticide interdit en France depuis 2018.



25:07



Néonicotinoïdes, mégabassines... : la CMP sur la loi « Duplomb » est

conclusive, un vote prévu le 8 juillet à l'Assemblée - Par Anne-Charlotte

Dusseaux - LCP Assemblée nationale

30 juin : un accord est trouvé sur la proposition de loi examinée en commission mixte paritaire (CMP).



3:15



Pourquoi la loi Duplomb est-elle si controversée ? Comprendre en trois

minutes - Par Allison Zarouri et Arthur Navet - Le Monde

8 juillet : la loi Duplomb est adoptée par l'Assemblée nationale.



3:46



Loi Duplomb : qui est Éléonore Pattery à l'origine de la pétition qui

remporte un succès inédit ? - Franceinfo

10 juillet : en réaction à l'adoption de la loi. Une discrète étudiante en master lance une pétition. Au 15 septembre, la pétition comptait 2 129 866 signatures : un succès inédit.



3'00



Loi Duplomb : le Conseil constitutionnel juge la réintroduction de

l'acétamipride non conforme à la Constitution - Par Florian Chaaban -

TouteEurope.eu

7 août : le Conseil constitutionnel censure l'article 2 de la loi.



3:30



La loi Duplomb promulguée par Emmanuel Macron, voici ce qu'elle

contient après la censure de l'article phare - Par Marie Haynes - Le HuffPost

12 août : Emmanuel Macron promulgue la loi Duplomb. Zoom sur les points phares de la loi.



2:30



Retrouvez
la playlist
complète

TPRM

IMPORT-EXPORT



Quelle que soit la taille de vos colis nous avons toujours la solution !



TRANSPORT EXPRESS
DÉMÉNAGEMENT
TRANSPORT DE VÉHICULES
STOCKAGE, EMBALLAGE...

TRANSPORTS PUBLICS | ROUTIERS | MARITIMES | GUADELOUPE | MARTINIQUE | ST MARTIN | ST BARTH | DOMINIQUE

0590 411 287 / 0690 808 808

3-4 Impasse Jean-Marie Jacquard - BP 2043 - 97192 jarry cedex - contact@tprm-transports.com

Trois vidéos, trois regards forts sur notre société

EWAG BUZZ

Ce mois-ci, vous avez été des milliers à réagir à des témoignages poignants, des débats culinaires animés et des bons plans mode engagés. Voici les contenus qui ont fait vibrer nos plateformes.



JULIA DELANNAY, LA RÉSILIENCE INCARNÉE

« On m'a retiré deux tiers de mon rectum. » À 32 ans, Julia Delannay découvre qu'elle est atteinte d'un cancer du rectum. 12 chimios. Une opération. 4 cicatrices. Une peur : la récurrence. Un témoignage vrai et nécessaire, soutenu par l'ARS Martinique.

▶ 182 k vues

♥ 7,3 k interactions



SUR UNE TABLE ANTILLAISE, IL NE MANQUE JAMAIS DE... ?

On est allé vous poser la question. Accras, piment, rhum... chacun a son avis, et ça fait débat ! Entre classiques indétronables et réponses inattendues, une chose est sûre : cette vidéo nous met l'eau à la bouche.

▶ 118 k vues

♥ 3,4 k interactions



MODE ÉCO-RESPONSABLE : NOS ADRESSES FÉTICHES

Dans ce premier épisode des Tops by EWAG, notre journaliste Léo partage ses adresses fétiches en Martinique pour une mode responsable et stylée. Des bons plans pour consommer moins mais mieux, et toujours avec flow.

▶ 69,5 k vues

♥ 3,1 k interactions



@EWAG.FR

RIMÈD
By EWAG

Le mag santé qui nous ressemble

Comme Noémie, suivez-nous sur nos réseaux **Rimèdbyewag**



Guadeloupe - Guyane - Martinique

Pour recevoir le mag santé en avant-première scannez-moi



Si *Peau d'Âne* m'était conté...

« Si *Peau d'Âne* m'était conté, j'y prendrais un plaisir extrême, le monde est vieux, dit-on : je le crois, cependant il le faut amuser encore comme un enfant », disait La Fontaine en préface à ses *Fables*.

Il faut donc toucher l'âme d'enfant qui dort en chacun de nous. C'est bien le pari qu'a fait Walt Disney, en 1937, avec *Blanche Neige et les sept nains*, premier long-métrage d'animation auquel personne ne croyait : les techniques artistiques, tout comme le budget de production, sont du jamais vu. À sa sortie les critiques sont enthousiastes. Succès qui ne s'est jamais plus démenti pour les films d'animation et qui atteint son apogée avec *Le Roi Lion*, adaptation animalière dans la savane de la pièce de *Hamlet* de Shakespeare où l'on retrouve un condensé d'émotions intenses avec la mort du père, la vengeance et l'initiation. Émotions plus légères à affronter grâce aux personnages imaginaires du dessin animé.

C'est aussi ce que pensait Charles Perrault, dans sa préface des *Contes de ma mère l'Oye*, qui regrettait que des esprits guindés ne goûtent que « le pompeux et le sublime » et ne sachent pas apprécier des contes « d'ogres et de fées » qui laissent plus de place à l'imagination et à la fantaisie.

La « fantasy » contemporaine est apparue à la fin du XIX^e siècle où l'action se déroule dans des mondes imaginaires peuplés d'êtres surnaturels. En plongeant dans ces mondes, les lecteurs visualisent des paysages, des créatures et des événements extraordinaires. Tolkien, créateur de *Hobbit* (1937) et du *Seigneur des Anneaux* (1954), défend une conception très noble de la Faërie, cette « joie » qui est « au-delà des portes du monde », qui nous fait porter un regard renouvelé, purifié, sur la réalité, et « console » de ses laideurs. Ce qui nous permet d'oublier notre vieux monde et de retrouver notre regard d'enfant, prêt à s'étonner et à s'interroger comme *Le Petit Prince* de Saint-Exupéry. Ce dernier a d'ailleurs reconnu qu'il aurait « aimé commencer cette histoire à la façon des contes de fées ».

La prochaine fois que vous lirez un conte laissez-vous, vous aussi, entraîner par les fées, autrement dit par votre imagination...



Novembre/Décembre 2025

À quoi mesure-t-on l'excellence ?

EWAG 360°

GUYAMAG KARUMAG MADINMAG

Quand l'innovation locale change la donne !

Dans ce dossier, cinq applications 100 % locales prouvent que le numérique peut être un levier puissant pour transformer les habitudes. Gaspiz, Kiprix et trois autres pépites tech ont un point commun : elles sont nées ici, pour ici, et elles bousculent les codes.



VIDÉOS

Des idées qui naissent ici, des talents qui font bouger les lignes. Nos vidéos racontent l'innovation, la santé, la culture...

À travers des formats courts et humains, on donne la parole à celles et ceux qui construisent demain. À voir sur Instagram, Facebook, Tiktok, Youtube et LinkedIn : @ewag.fr

ÉVÉNEMENT

Et si on repensait l'excellence ?

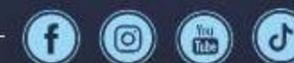
EWAG s'associe à de grands événements en local et à l'échelle nationale. Du Forum Mondial de l'ESS à Bordeaux, au Salon Paris pour l'emploi, en passant par Innovation Outre-Mer à Station F ou le CIDS en Guadeloupe... Autant d'occasions de porter la voix des Outre-mer, de valoriser les talents et de créer des passerelles.

Vous souhaitez communiquer ? CONTACTEZ-NOUS

GUYANE
0694 26 55 61

GUADELOUPE / SAINT-MARTIN
0690 37 54 82 / 0690 27 82 22

MARTINIQUE
0696 07 62 64 / 0696 81 60 43



DB Digicel Business

**Découvrez nos
Offres Rentrée Pro**

-25%*
de remise

**Sur les forfaits
No Limits et
LIFE Pro 20Go**



Retrouvez nos offres entreprises sur digicelbusiness.fr

COMMENT NOUS CONTACTER

Pour plus d'informations :

Par mail : business@digicelgroup.fr

Par internet : www.digicelbusiness.fr

Par téléphone : **0 809 100 567** Service gratuit
+ prix appel



DigicelBusiness.fr

*Offre valable du 1er octobre au 30 novembre 2025 Inklus, réservée aux clients professionnels. Remise de 25 % sur le montant de l'abonnement mensuel des forfaits Life Pro 20Go et No Limits avec un engagement de 24 mois, pendant 3 mois. Offre valable uniquement pour l'ouverture d'une nouvelle ligne. Remise non cumulable avec d'autres promotions en cours.